

ALTERNATIVE
libertaire



AL 230 - ETE 2000

**Municipalisme
libertaire**

PLAISANTERIE

Du respect des traditions

ÉDITO

Osons l'abstention ! - Alternative Libertaire

OPINION

Voter ou ne pas voter ? - Babar

DANS LE TEXTE

Le municipalisme libertaire

de Murray Bookchin

EN DÉBAT

Mouiller sa chemise - Mimmo Puccirelli & Babar

EN DÉBAT

L'expérience de Porto Alegre au Brésil

POLÉMIQUE

Leur écologie et la nôtre - André Gorz

PORTRAIT

Mikhaïl Alexandrovitch Bakounine - Patsy

NOTRE HISTOIRE

Hem Day, un libertaire belge - Xavier Bekaert

MONDIALISATION

Du 26 au 28 septembre à Prague - Collectif

PLAISANTERIE

Du respect des traditions

Énoncé. *La distance standard entre 2 rails de chemin de fer aux États-Unis de 4 pieds et 8,5 pouces (soit 143,5 cm).*

C'est un chiffre particulièrement bizarre. Pourquoi cet écartement a-t-il été retenu ?

Parce que les chemins de fer US ont été construits de la même façon qu'en Angleterre, par des ingénieurs anglais expatriés, qui ont pensé que c'était une bonne idée, car ça permettait également d'utiliser des locomotives anglaises.

Pourquoi les Anglais ont construit les leurs comme cela ? Parce que les premières lignes de chemin de fer furent construites par les mêmes ingénieurs qui construisirent les tramways, et que cet écartement était alors utilisé.

Pourquoi ont-ils utilisé cet écartement ? Parce que les personnes qui construisaient les tramways étaient les mêmes qui construisaient les chariots et qu'ils ont utilisés les mêmes méthodes et les mêmes outils.

Pourquoi les chariots utilisent un tel écartement ? Et bien, parce que partout en Europe et en Angleterre les routes avaient déjà des ornières et un espacement différent aurait causé la rupture de l'essieu du chariot.

Donc, pourquoi ces routes présentaient-elles des ornières ainsi espacées ? Les premières grandes routes en Europe ont été construites par l'empire romain pour accélérer le déploiement des légions romaines.

Pourquoi les romains ont-ils retenu cette dimension ? Parce que les premiers chariots étaient des chariots de guerre romains.

Ces chariots étaient tirés par deux chevaux. Ces chevaux galopaient côte à côte et devaient être espacés suffisamment pour ne pas se gêner. Afin d'assurer une meilleure stabilité du chariot, les roues ne devaient pas se trouver dans la continuité des empreintes de sabots laissées par les chevaux, et ne pas se trouver trop espacées pour ne pas causer d'accident lors du croisement de deux chariots.

Nous avons donc maintenant la réponse à notre question d'origine.

L'espacement des rails US (4 pieds et 8 pouces et demi) s'explique parce que 2000 ans auparavant, sur un autre continent, les chariots romains étaient construits en fonction de la dimension de l'arrière train des chevaux de guerre.

Et maintenant, la cerise sur le gâteau ! Il y a une extension intéressante de cette histoire concernant l'espacement des rails et l'arrière train des chevaux.

Quand nous regardons la navette spatiale américaine sur son pas de tir, nous pouvons remarquer les deux réservoirs additionnels attachés au réservoir principal.

La société *Thiokol* fabrique ces réservoirs additionnels dans son usine de l'Utah. Les ingénieurs qui les ont conçus auraient bien aimé les faire un peu plus larges, mais ces réservoirs devaient être expédiés par train jusqu'au site de lancement. La ligne de chemin de fer entre l'usine et Cap Canaveral emprunte un tunnel sous les montagnes rocheuses. Les réservoirs additionnels devaient pouvoir passer sous ce tunnel. Le tunnel est légèrement plus large que la voie de chemin de fer, et la voie de chemin de fer est à peu près aussi large que les arrières trains de deux chevaux.

Conclusion

Une contrainte de conception du moyen de transport le plus avancé au monde, la navette spatiale, est la largeur d'un cul de cheval. Les spécifications et la bureaucratie vivront pour toujours...

Aussi, la prochaine fois que vous avez des spécifications entre les mains et que vous vous demandez quel cul de cheval les a inventées, vous vous serez peut être posé la bonne question. !

ÉDITORIAL / ÉLECTIONS COMMUNALES

Oser l'abstention !

En octobre 2000
auront lieu, en Belgique,
des élections communales.
Trois mois pour faire vivre le débat.

Pour les citoyens "belges", il ne s'agit pas d'un événement transcendant, pourtant les médias et le microcosme politique en font tout un plat : il paraît qu'il va y avoir une "recomposition" entre les différentes boutiques (oui, oui, on vous le jure). La seule question étant de savoir qui va manger qui ?

Il s'agit donc d'aguicher le chaland, de convaincre l'électeur potentiel de faire son devoir. Une bonne occasion de rappeler le point de vue des abstentionnistes libertaires et de répondre à certaines objections qu'on nous oppose régulièrement.

Si les élections pouvaient vraiment changer la vie, elles seraient interdites depuis longtemps... , Dimanche aux urnes, lundi à l'usine ; Votez, vous n'avez pas le choix... les slogans anarchistes reflouriraient sur les murs à l'occasion des élections, pourtant ce n'est pas sûr qu'ils soient toujours bien compris.

Même si dans ce pays (où la démocratie reste "obligatoire"), de plus en plus d'électeurs ne se rendent même plus aux urnes, il ne fait pas bon dire ouvertement qu'on ne va pas voter, surtout quand on se situe résolument à gauche et qu'on a l'ambition de changer la société.

Pourtant, *l'abstentionnisme libertaire* n'est pas synonyme de refus de principe du vote (ou de l'élection de délégués) qui se pratique dans nos organisations. Il repose sur une analyse des processus de pouvoir et sur l'observation du fonctionnement du système.

Démocratie en chocolat

Nous refusons de collaborer à la caricature de démocratie qu'est le système parlementaire parce que l'élection ne s'y résume qu'à signer un chèque en blanc à un candidat sur base de sa bonne mine et de ses belles promesses. Une fois élu, le "représentant du peuple" aura les mains libres pour faire ce qu'il veut, il n'a de compte à rendre à personne.

C'est le contraire du **mandat impératif** que nous préconisons et dans lequel les délégués sont tenus de défendre le point de vue de ceux qui les ont élus et de leur rendre compte de leur gestion.

Aujourd'hui, dans la relation entre électeurs et élus, ce sont ces derniers qui, une fois installés, ont tout le pouvoir. Par la **révocation**, nous voulons donner la possibilité, en cours de route, aux mandants de déboulonner les mandataires qui, s'éloignant de ce pour quoi ils ont été mandatés, n'en feraient qu'à leur tête, se foutant comme d'une guigne de leurs électeurs.

Dans la démocratie parlementaire, la seule sanction que risque le "représentant", c'est de ne pas être réélu. Mais à l'heure de la

consommation rapide, une bonne pub rapporte bien plus que l'action mise en œuvre lors de la précédente législature... que tout le monde a déjà oubliée.

Contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, dans le système actuel, les dés sont pipés. Le choix des candidats, par exemple, n'est pas démocratique. Pour être élu, il ne suffit pas de se présenter aux élections. Si l'on n'appartient pas au bon parti, si l'on n'est pas bien placé sur la liste par la nomenklatura du parti... on n'a pratiquement aucune chance. La valeur personnelle du candidat compte peu dans les marchandages internes des appareils. Par contre, de puissants appuis financiers aident beaucoup. Même si des réglementations ont été votées ces dernières années, les grandes fortunes ne se cachent pas de soutenir les candidats qui leur sont les plus favorables.

Balayer devant sa porte

En refusant de voter dans ces conditions, on nous accuse de faire le jeu de l'extrême-droite, du poujadisme et de la vague de cynisme qui submerge la jeunesse. Mais est-ce l'anarchisme abstentionniste qui favorise le désenchantement politique ou les politiciens "de gauche" qui déçoivent régulièrement leurs électeurs ? Les Écolos ont sans doute fait beaucoup plus pour décrédibiliser l'action politique (*Faire de la politique autrement*, qu'ils disaient dans l'opposition), avec toutes les couleuvres qu'ils ont avalé goulûment au gouvernement (entre les charters de Tziganes et l'adoption des projets musclés sur la justice) que les partisans de l'abstentionnisme.

Déjà au début de ce siècle, nos prédécesseurs avaient prédit la récupération des socialistes qui choisissaient la voie électorale ; Kropotkine parlait de *la conquête de la social-démocratie par l'État*. Depuis lors, on a pu constater que les gouvernements de *gauche plurielle* ou de *centre-gauche-arc-en-ciel* n'ont jamais voulu - ou jamais pu - changer fondamentalement les rapports d'exploitation économique et de domination politique... Dans les pays qui nous entourent, l'alternance est devenue la règle et *mondialisation oblige*, entre social-libéralisme et

libéralisme-social, les gouvernements "de gauche" appliquent désormais tous des politiques... libérales de droite.

Regarder plus loin que le dimanche matin

Vous ne croyez pas à la possibilité de réformer le système au travers des élections... Vous préconisez l'organisation à la base des travailleurs et des mouvements sociaux autonomes... Vous souhaitez devenir acteur de votre propre vie... Fort bien nous disent certains, mais pourquoi ne pas présenter ou appuyer des candidatures purement propagandistes ? L'idée d'utiliser les élections comme une tribune est une vieille lune léniniste. C'est aussi l'argument de ceux qui n'ont guère de chance d'être élus. Le grand défaut de cette "stratégie" c'est qu'elle prend l'électeur pour un crétin. Pour l'attirer, il faut tout de même le convaincre qu'il va voter utile ; on lui présente donc un programme que l'on ne pourra pas mettre en pratique, même si on était élu. Rien de tel pour donner de soi une image brouillée, décevoir et créer la confusion. En "utilisant" les échéances électorales, ils acceptent, de plus, de se soumettre aux rythmes et aux règles du système qu'ils prétendent combattre et perdent ainsi l'initiative de leur propre action. Sans oublier que, dans nombre de communes, une part importante de la population est "étrangère" et n'a pas le droit de vote et que, *tous les politologues vous le diront*, plus on est bas dans l'échelle sociale, moins on va voter. Ainsi, la propagande électorale s'adresse avant tout aux dominants et aux classes moyennes.

Notre abstention est un refus de jouer le jeu politicien. C'est un point de vue critique qui ne vise pas des résultats immédiats, mais qui mise sur une prise de conscience. Nous faisons le choix du terrain de la lutte sociale de base... car nous savons que les pouvoirs (économique, politique, culturel...) peuvent devenir très raisonnables quand ils sont confrontés à un vrai rapport de force. Nous misons également sur d'autres rapports entre les gens que ceux produits par la délégation politique (constitution d'élites, d'une classe politique professionnelle, de techno-bureaucratie...).

À nos yeux, seules des institutions horizontales, sans rapports hiérarchiques, auto-organisées peuvent préfigurer la base de la société libertaire, égalitaire et autogérée que nous appelons de nos vœux.

Alternative Libertaire

EN DÉBAT

Voter ou ne pas voter...

Est-ce bien là
le vrai débat ?

Pour avoir mené campagne depuis 25 ans contre le "cirque électoral" de la démocratie formelle (voir page précédente, je tiens à votre disposition la collection complète d'AL sur le sujet), je me demande parfois vers où ce type de campagne abstentionniste nous mène...

En Belgique, alors que le vote est obligatoire (les refus de vote risquent *théoriquement* une sanction pénale... jamais appliquée !), plus de 10 % des gens ne se déplacent même plus aux urnes... ça n'a malheureusement pas eu d'incidence sur le développement d'un mouvement libertaire de grande ampleur... Dans le même registre, rappelons que dans les années 80, aux USA, Reagan, si ma mémoire est bonne, a été élu avec 55 % de 35 % des électeurs... ça n'a pas non plus été non plus une grande victoire pour le mouvement anarchiste américain...

Impuissance politique

C'est bien connu, partisans d'une démocratie directe, les libertaires sont viscéralement opposés à une délégation de pouvoir sans **mandat impératif** et sans possibilité de **révoquer** les mandataires... mais le simple fait de ne pas aller voter est-il, à lui seul, la manifestation d'une pratique libertaire ?

Le projet de **municipalisme libertaire**, développé dans les pages qui suivent par **Murray Bookchin**, n'est certainement pas la solution miracle à tous nos problèmes, mais me semble poser la question de l'impuissance actuelle des anarchistes sur le terrain politique.

En effet, qu'est-ce qui nous différencie aujourd'hui fondamentalement du mouvement des *Collectifs* ou de l'anarcho-syndicalisme de la *CNT*, par exemple ? Eux aussi font du *mouvement social*, de l'*action directe* et, le plus souvent, du *fédéralisme libertaire*... Quelle est la spécificité de la **Fédération Anarchiste**, aile **politique** du mouvement anarchiste ?

Ce qui me semble important, dans la période de démobilisation et de confusion actuelle, c'est que nous soyons à nouveau capables d'impulser et d'induire des dynamiques où les gens, en mouvement, se réapproprient leur capacité à être les auteurs/acteurs de leur destin, individuellement et collectivement. C'est de faire passer le message que si l'individu libre est la base de toute société, il ne peut résoudre ses problèmes sociaux particuliers que dans l'action collective, elle-même fédérée aux autres actions collectives qui expriment d'autres problèmes individuels particuliers.

On ne peut pas, sous peine d'essoufflement de générations successives de militant-e-s, se cantonner au seul terrain protestataire activiste et au déclamatoire de bonnes intentions (incantations connues : *Si les élections pouvaient changer la vie, elles seraient interdites depuis longtemps* ou *Agir au lieu d'élire*)... Il nous faut créer des espaces sociaux où nous nous (re)construisons comme individus autonomes et solidaires de la communauté... d'où l'importance du développement des alternatives sociales (un terme inscrit dans le titre même de ce journal).

Développer une dynamique globale

Sous peine de verser dans l'*évangélisation* anarchiste, je pense qu'il nous faut articuler toutes nos interventions autour de trois axes...

1. La ligne de front. Le revendicatif et le protestataire où nous nous battons face à face, pied à pied, contre le système capitaliste autoritaire.

2. Les zones libérées. Les alternatives sociales (écoles libertaires, coopératives de production ou agricoles) où nous nous donnons les moyens d'expérimenter la pertinence de nos postulats et de nos aspirations.

3. L'alternative politique. Ce sont des espaces où nous construisons les structures collectives d'autogestion anarchiste qui pourraient prendre la relève du monde capitaliste autoritaire.

Il ne s'agit aucunement, de mettre ces axes d'intervention en concurrence ou de privilégier l'un par rapport aux autres, mais de bien saisir que le développement de l'un renforce **automatiquement** les deux autres. Les uns donnant du **sens** aux autres (et vice versa) ! Un exemple concret, celui de l'école libertaire *Bonaventure* qui complète et qui donne une perspective, un horizon, aux enseignants qui se battent dans l'école traditionnelle. De la même manière, les luttes des enseignants contre l'appareil d'État *Éducation nationale* (ou communautaire en Belgique) qui loin de permettre l'égalité des chances ne fait que perpétuer les inégalités sociales, donnent une justification, une raison supplémentaire à la recherche d'alternatives libertaires viables.

Et dans la commune ?

À grand trait, on pourrait dire, en ce qui concerne notre débat d'aujourd'hui, la commune...

1. Le revendicatif : la solidarité active avec les SDF privés de l'essentiel, le logement ; les actions contre les expulsions pour non

paiement de loyer, contre les huissiers qui saisissent, contre les coupures de gaz et d'électricité, pour les transports urbains gratuits, pour des augmentations salariales des travailleurs communaux, pour plus de crèches, contre la dictature de la bagnole, etc...

2. Les zones libérées : un peu à l'image des *Centre sociaux* qui se développent en Europe, l'occupation et la socialisation de maisons laissées volontairement inoccupées par des spéculateurs, l'organisation d'habitats communautaires conviviaux, la création de maisons de quartier où on retrouve une crèche autogérée, une école des devoirs, une salle de fêtes associative, des locaux de répétitions pour des groupes musicaux, des salles de réunion, des ateliers de création et d'expression, une imprimerie alternative, une radio libre, un journal municipal, etc...

3. L'alternative politique : dans le bouillonnement associatif et alternatif, la création d'un *conseil des habitants* qui, dans un premier temps (contre-pouvoir) impose son ordre du jour, ses priorités propres, au conseil communal lié à la structure étatique, et dans un deuxième temps, fonde son propre *conseil municipal alternatif* qui décide de ce qui concerne les habitants et qui se donne les moyens de mettre en pratique ses décisions...

C'est dans ce cadre là, qu' *Alternative Libertaire* voudrait lancer le débat dans ses colonnes sur la pertinence du projet de **municipalisme libertaire** de Murray Bookchin...

Le dépôt éventuel, à terme, d'une liste de candidats délégués au conseil communal (avec **mandat impératif** et **révocabilité**) n'étant dans l'ensemble de ce processus, que la cerise sur le gâteau de la mise en pratique (dans les trois axes précisés plus haut) de l'affirmation anarchiste : *Gérons la ville nous-mêmes!*

En espérant lire prochainement votre nombreux courrier sur le sujet, amitiés...

Babar

Adhérent à la Fédération Anarchiste Francophone

MURRAY BOOKCHIN

Le municipalisme libertaire

Une nouvelle politique communale ?

Les deux sens du mot "politique"

Il existe deux manières de comprendre le mot *politique*. La première et la plus répandue définit la politique comme un système de rapports de pouvoir géré de façon plus ou moins professionnelle par des gens qui s'y sont spécialisés, les soi-disant "hommes politiques". Ils se chargent de prendre des décisions qui concernent directement ou indirectement la vie de chacun d'entre nous et ils administrent ces décisions au moyen des structures gouvernementales et bureaucratiques.

Ces "hommes politiques" et leur "politique" sont habituellement considérés avec un certain mépris par les gens ordinaires. Ils accèdent le plus souvent au pouvoir à travers des entités nommées "partis", c'est-à-dire des bureaucraties fortement structurées qui affirment "représenter" les gens, comme si une seule personne en "représentait" beaucoup d'autres, considérées comme de simples "électeurs". En traduisant une vieille notion religieuse dans le langage de la politique, on les appelle des *élus* et ils forment en ce sens une véritable élite hiérarchique. Quiconque prétend parler *au nom des gens n'est pas les gens*. Lorsqu'ils affirment qu'ils sont leurs représentants, ils se placent eux-mêmes en-dehors de ceux-ci. Souvent, ce sont des spéculateurs, des représentants des grandes entreprises, des classes patronales et de lobbies en tout genre.

Souvent aussi, ce sont des personnages très dangereux, parce qu'ils se conduisent de façon immorale, malhonnête et élitiste, en utilisant les médias et en répandant des faveurs et des ressources financières pour

établir un consensus public autour de décisions parfois répugnantes et en trahissant habituellement leurs engagements programmatiques au "service" des gens. Par contre, ils rendent ordinairement de grands services aux couches financièrement les mieux nanties, grâce auxquelles ils espèrent améliorer leur carrière et leur bien-être matériel.

Cette forme de système professionnalisé, élitiste et instrumentalisé appelé ordinairement *politique est*, en fait, un concept relativement neuf. Il est apparu avec l'État-nation, il y a quelques siècles, quand des monarques absolus comme Henry VIII en Angleterre et Louis XIV en France ont commencé à concentrer entre leurs mains un énorme pouvoir.

Avant la formation de l'État-nation, la *politique* avait un sens différent de celui d'aujourd'hui. Elle signifiait la gestion des affaires publiques par la population au niveau communautaire ; des affaires publiques qui ne sont qu'ensuite devenues le domaine exclusif des politiciens et des bureaucrates. La population gérait la chose publique dans des assemblées citoyennes directes, *en face-à-face*, et élisait des conseils qui exécutaient les décisions politiques formulées dans ces assemblées. Celles-ci contrôlaient de près le fonctionnement de ces conseils, en révoquant les délégués dont l'action était l'objet de la désapprobation publique.

Mais en limitant la vie politique uniquement aux assemblées citoyennes, on risquerait d'ignorer l'importance de leur enracinement dans une culture politique fertile faite de discussions publiques quotidiennes, sur les places, dans les parcs, aux carrefours des rues, dans les écoles, les auberges, les cercles, etc. On discutait de politique partout où l'on se retrouvait, en se préparant pour les assemblées citoyennes, et un tel exercice journalier était profondément vital. À travers ce processus d'autoformation, le corps citoyen faisait non seulement mûrir un grand sens de sa cohésion et de sa finalité, mais il favorisait aussi le développement de fortes personnalités individuelles, indispensables pour promouvoir l'habitude et la capacité de s'autogérer. Cette culture politique s'enracinait dans des fêtes civiques, des commémorations, dans un ensemble partagé d'émotions, de joies et de douleurs communes, qui donnaient à chaque localité (village, bourg, quartier ou

ville) un sentiment de spécificité et de communauté et qui favorisait plus la singularité de l'individu que sa subordination à la dimension collective.

Un écosystème politique

Une politique de ce genre est organique et écologique et non formelle ou fortement *structurée* (dans l'acception verticale du terme) comme elle le deviendra par la suite. Il s'agissait d'un processus constant et non d'un épisode occasionnel comme les campagnes électorales. Chaque citoyen mûrissait individuellement à travers son propre engagement politique et grâce à la richesse des discussions et des interactions avec les autres. Le citoyen avait le sentiment de contrôler son destin et de pouvoir le déterminer, plutôt que d'être déterminé par des personnes et des forces sur lesquelles il n'exerçait aucun contrôle. Cette sensation était symbiotique : la sphère politique renforçait l'individualité en lui donnant un sentiment de possession et, vice versa, la sphère individuelle renforçait la politique en lui procurant un sentiment de loyauté, de responsabilité et d'obligation.

Dans un tel processus de réciprocité, le *moi* individuel et le *nous* collectif n'étaient pas subordonnés l'un à l'autre mais se soutenaient mutuellement. La sphère publique fournissait la base collective, le sol pour le développement de fortes personnalités et ceux-ci, à leur tour, se rassemblaient dans une sphère publique créative, démocratique, institutionnalisée de façon transparente. C'étaient des citoyens au plein sens du terme, c'est-à-dire des acteurs agissants de la décision et de l'autogestion politique de la vie communautaire, y compris l'économie, et non des bénéficiaires passifs de biens et de services fournis par des entités locales en échange d'impôts et de taxes. La communauté constituait une unité éthique de libres citoyens et non une entreprise municipale instituée par "contrat social".

La commune : un enjeu moderne

Il y a beaucoup de problèmes qui se posent à ceux qui cherchent à tracer les caractéristiques d'une intervention au niveau communal, mais,

en même temps, les possibilités d'imaginer de nouvelles formes d'action politique, qui récupérerait le concept classique de citoyenneté et ses valeurs participatives, sont considérables.

À une époque où le pouvoir des États-nations augmente, où l'administration, la propriété, la production, les bureaucraties et les flux de pouvoir et de capitaux tendent à la centralisation, est-il possible d'aspirer à une société fondée sur des options locales, à base municipale, sans avoir l'air d'utopistes inguérissables ? Cette vision décentralisée et participative n'est-elle pas absolument incompatible avec la tendance à la massification de la sphère publique ? La notion de communauté à l'échelle humaine n'est-elle pas une suggestion atavique d'inspiration réactionnaire qui se réfère au monde prémoderne (du genre de la *communauté du peuple* du nazisme allemand) ? Et ceux qui la soutiennent n'entendent-ils pas rejeter ainsi toutes les conquêtes technologiques réalisées au cours des différentes révolutions industrielles depuis deux siècles ? Ou encore, est-ce qu'une "société moderne" peut être gouvernée sur des bases locales à une époque où le pouvoir centralisé semble être une option irréversible ?

À ces questions à caractère théorique, s'en ajoutent beaucoup d'autres à caractère pratique. Comment est-il possible de coordonner des assemblées locales de citoyens pour traiter de questions comme le transport ferroviaire, l'entretien des routes, la fourniture de biens et ressources provenant de zones éloignées ? Comment est-il possible de passer d'une économie basée sur l'éthique du business (ce qui inclut sa contrepartie plébéienne : l'éthique du travail) à une économie guidée par une éthique basée sur la réalisation de soi au sein de l'activité productive ? Comment pourrions-nous changer les instruments de gouvernement actuels, notamment les constitutions nationales et les statuts communaux, pour les adapter à un système d'autogouvernement basé sur l'autonomie municipale ? Comment pourrions-nous restructurer une économie de marché orientée sur le profit et basée sur une technologie centralisée, en la transformant en une économie morale orientée sur l'homme et basée sur une technologie alternative décentralisée ? Et, de plus, comment toutes ces conceptions peuvent-elles confluer au sein d'une société écologique qui cherche à établir une

relation équilibrée avec le monde naturel et qui veut se libérer de la hiérarchie sociale, de la domination de classe et sexiste et de l'homogénéisation culturelle ?

La conception suivant laquelle les communautés décentralisées sont une sorte *d'atavisme* prémoderne, ou mieux antimoderne, reflète une incapacité à reconnaître qu'une communauté organique ne doit pas nécessairement être un *organisme*, dans lequel les comportements individuels sont subordonnés au tout. Cela relève d'une conception de l'individualisme qui confond individualité et égoïsme. Il n'y a rien de *nostalgique* ou de *novateur* dans la tentative de l'humanité d'harmoniser le collectif et l'individuel. L'impulsion à réaliser ces buts complémentaires (surtout en un temps comme le nôtre, où tous deux courent le risque d'une dissolution rapide) représente une recherche humaine constante qui s'est exprimée tant dans le domaine religieux que dans le radicalisme laïc, dans des expériences utopistes comme dans la vie citoyenne de quartier, dans des groupes ethniques fermés comme dans des conglomérats urbains cosmopolites. Ce n'est que grâce à une connaissance qui s'est sédimentée au fil des siècles qu'on a pu empêcher la notion de communauté de verser dans le grégarisme et l'esprit de clocher et celle d'individualité de verser dans l'atomisme.

Une politique en-dehors de l'État et des partis

N'importe quel programme qui essaye de rétablir et d'élargir la signification classique de la politique et de la citoyenneté doit clairement indiquer ce que celles-ci *ne sont pas*, ne fût-ce qu'à cause de la confusion qui entoure ces deux mots...

La politique **n'est pas** l'art de gérer l'État, et les citoyens **ne sont pas** des *électeurs* ou des *contribuables*. L'art de gérer l'État consiste en des opérations qui engagent l'État : l'exercice de son monopole de la violence, le contrôle des appareils de régulation de la société à travers la fabrication de lois et de règlements, la gouvernance de la société au moyen de magistrats professionnels, de l'armée, des forces de police et de la bureaucratie. L'art de gérer l'État acquiert un vernis politique

lorsque les soi-disant "partis politiques" s'efforcent, à travers divers jeux de pouvoir, d'occuper les postes où l'action de l'État est conçue et exécutée. Une "politique" de ce genre est à ce point typée qu'elle en est presque assommante. Un "parti politique", c'est habituellement une hiérarchie structurée, alimentée par des adhérents et qui fonctionne de façon verticale. C'est un État en miniature et dans certains pays, comme l'ex-Union Soviétique et l'Allemagne nazie, le parti constitue réellement l'État lui-même.

Les exemples soviétique et nazi du Parti/État ont représenté l'extension logique du parti fonctionnant à l'intérieur de l'État. Et de fait, tout parti a ses racines dans l'État et non dans la citoyenneté. Le parti traditionnel est accroché à l'État comme un vêtement à un mannequin. Aussi varié que puisse être le vêtement et son style, il ne fait pas partie du corps politique, il se contente de l'habiller. Il n'y a rien d'authentiquement politique dans ce phénomène : il vise précisément à envelopper le corps politique, à le contrôler et à le manipuler, et non à exprimer sa volonté - ni même à lui permettre de développer une volonté. En aucun sens, un parti "politique" traditionnel ne dérive du corps politique ou n'est constitué par lui. Toute métaphore mise à part, les partis "politiques" sont des répliques de l'État lorsqu'ils ne sont pas au pouvoir et sont souvent synonymes de l'État lorsqu'ils sont au pouvoir. Ils sont formés pour mobiliser, pour commander, pour acquérir du pouvoir et pour diriger. Ils sont donc tout aussi inorganiques que l'État lui-même - une excroissance de la société qui n'a pas de réelles racines au sein de celle-ci, ni de responsabilité envers elle au-delà des besoins de faction, de pouvoir et de mobilisation.

Un nouveau corps politique

La politique, au contraire, est un phénomène organique. Elle est organique au vrai sens où elle représente l'activité d'un corps public - une communauté si on préfère - de même que le processus de la floraison est une activité organique de la plante enracinée dans le sol. La politique, conçue comme une activité, implique un discours rationnel, l'engagement public, l'exercice de la raison pratique et sa réalisation dans une activité à la fois partagée et participative.

La redécouverte et le développement de la politique doit prendre pour point de départ le citoyen et son environnement immédiat au-delà de la famille et de la sphère de sa vie privée. Il ne peut pas y avoir de politique sans communauté. Et par communauté, j'entend une association municipale de gens renforcée par son propre pouvoir économique, sa propre institutionnalisation des groupes de base et le soutien confédéral de communautés similaires organisées au sein d'un réseau territorial à l'échelle locale et régionale. Les partis qui ne s'impliquent pas dans ces formes d'organisation populaire de base ne sont pas politiques au sens classique du mot. Ce sont plutôt des partis bureaucratiques et opposés au développement d'une politique participative et de citoyens participatifs. La cellule véritable de la vie politique est, en effet, la commune, soit dans son ensemble, si elle est à l'échelle humaine, soit à travers ses différentes subdivisions, notamment les quartiers.

Un nouveau programme politique ne peut être un programme municipal que si nous prenons au sérieux nos obligations envers la démocratie. Autrement, nous serons ligotés par l'une ou l'autre variante de gestion étatique, par une structure bureaucratique qui est clairement hostile à toute vie publique animée. La commune est la cellule vivante qui forme l'unité de base de la vie politique et de laquelle tout provient : la citoyenneté, l'interdépendance, la confédération et la liberté. Le seul moyen de reconstruire la politique est de commencer par ses formes les plus élémentaires : les villages, les villes, les quartiers et les cités où les gens vivent au niveau le plus intime de l'interdépendance politique au-delà de la vie privée. C'est à ce niveau qu'ils peuvent commencer à se familiariser avec le processus politique, un processus qui va bien au-delà du vote et de l'information. C'est à ce niveau aussi qu'ils peuvent dépasser l'insularité privée de la vie familiale - une vie qui est souvent célébrée au nom de la valeur de l'intériorité et de l'isolement - et inventer des institutions publiques qui rendent possible la participation et la cogestion d'une communauté élargie.

En bref, c'est à travers la commune que les gens peuvent se transformer eux-mêmes de monades isolées en un corps politique innovateur et créer une vie civique existentiellement vitale car

protoplasmique, inscrite dans la continuité et dotée tant d'une forme institutionnelle que d'un contenu citoyen. Je me réfère ici à des organisations de blocs d'habitations, à des assemblées de quartier, à des réunions de ville, à des confédérations civiques et à un espace public pour une parole qui aille au-delà de manifestations ou de campagnes monothématiques, aussi valable qu'elles puissent être pour redresser les injustices sociales. Mais protester ne suffit pas. La protestation se détermine en fonction de ce à quoi elle s'oppose et non par les changements sociaux que les protestataires peuvent souhaiter mettre en place. Ignorer l'unité civique élémentaire de la politique et de la démocratie, c'est comme jouer aux échecs sans échiquier, car c'est sur le plan citoyen que les objectifs à long terme de rénovation sociale doivent d'abord se jouer.

Pour la décentralisation

En écartant toutes les objections d'inspiration étatiste, le problème du rétablissement des assemblées municipales semble cependant difficilement réalisable si l'on reste dans le cadre des formes administratives et territoriales actuelles. New York ou Londres n'auraient pas les moyens de *s'assembler* si elles voulaient imiter l'Athènes antique, avec son corps relativement peu nombreux de citoyens. Ces deux villes ne sont plus, en fait, des cités au sens classique du terme, ni même des municipalités selon les standards urbanistiques du XIXe siècle. Vues sous un angle étroitement macroscopique, ce sont de sauvages proliférations urbaines qui ingurgitent chaque jour des millions de personnes à une grande distance des centres commerciaux. Mais New York et Londres sont formées de quartiers, c'est-à-dire de plus petites communautés qui possèdent jusqu'à un certain point un caractère organique et une certaine identité propre, définie par un héritage culturel partagé, des intérêts économiques, une communauté de vues sociales et parfois aussi une tradition artistique comme dans le cas de Greenwich Village à New York ou de Camden Town à Londres. Aussi élevé que soit le degré nécessaire de coordination de leur gestion logistique, sanitaire et commerciale par des experts et leurs assistants, elles sont potentiellement ouvertes à une décentralisation politique et même, avec le temps, physique. Sans

aucun doute, il faudra du temps pour décentraliser réellement une métropole comme New York en plusieurs municipalités véritables et, finalement, en communes, mais il n'y a pas de raison pour qu'une métropole de cette taille ne puisse progressivement se décentraliser au niveau institutionnel. Il faut toujours bien distinguer entre décentralisation territoriale et décentralisation institutionnelle. On a avancé d'excellentes propositions pour implanter au niveau local la démocratie dans de telles entités métropolitaines, en restituant le pouvoir aux gens, mais elles ont été bloquées par les centralisateurs qui, avec leur cynisme habituel, ont évoqué toute sorte d'empêchements matériels pour réaliser une telle entreprise. On prétend réfuter les arguments des partisans de la décentralisation en jetant la confusion entre la décentralisation institutionnelle et la désagrégation territoriale effective de ces métropoles. Il faut, au contraire, toujours bien faire la distinction entre décentralisation institutionnelle et décentralisation territoriale, en comprenant clairement que la première est parfaitement réalisable alors qu'il faudrait quelques années pour réaliser la seconde.

En même temps, je voudrais souligner que les conceptions municipalistes (ou, c'est la même chose, communalistes) libertaires que je propose ici s'inscrivent dans une perspective transformatrice et formatrice - un concept de la politique et de la citoyenneté qui cherche à transformer finalement les cités et les mégalo-poles urbaines éthiquement aussi bien que spatialement, et politiquement aussi bien qu'économiquement.

Des assemblées populaires ou même de quartiers peuvent être constitués indépendamment de la taille de la cité, pourvu qu'on en identifie les composantes culturelles et qu'on fasse ressortir leur spécificité. Les débats sur leur dimension optimale sont politiquement irrelevants, c'est l'objet de discussion préféré de sociologues entichés de statistique. Il est possible de coordonner les assemblées populaires à travers des délégués pourvus d'un mandat impératif, soumis à rotation, révocables et, surtout, munis d'instructions écrites rigoureuses pour approuver ou rejeter les points à l'ordre du jour des conseils locaux confédérés composés de délégués des différentes assemblées de quartiers. Il n'y a aucun mystère dans cette forme

d'organisation. La démonstration historique de son efficacité a été faite à travers sa réapparition constante aux époques de transformation sociale accélérée. Les sections parisiennes de 1793, en dépit de la taille de Paris (entre 500.000 et 600.000 habitants) et des difficultés logistiques de l'époque (où le cheval était ce qu'il y avait de plus rapide) ont œuvré avec beaucoup de succès, en étant coordonnées par des délégués de sections au sein de la Commune de Paris. Elles étaient réputées non seulement pour leur efficacité dans le traitement des problèmes politiques, en se basant sur des méthodes de démocratie directe, mais elles ont aussi joué un rôle important dans l'approvisionnement de la ville, dans la sécurité alimentaire, dans l'élimination de la spéculation, dans le contrôle du respect du maximum des prix et dans beaucoup d'autres tâches administratives complexes.

Aucune cité n'est par conséquent trop grande pour ne pas pouvoir être innervée d'assemblées populaires avec des objectifs politiques. La vraie difficulté est dans une large mesure d'ordre administratif : comment entretenir les ressources matérielles de la vie de la cité ? Comment affronter d'énormes charges logistiques et tout le poids de la circulation ? Comment préserver un environnement salubre ? Ces problèmes sont fréquemment mystifiés au moyen d'une confusion dangereuse entre la formulation d'une politique et sa gestion. Le fait pour une communauté de décider de manière participative quelle orientation suivre dans une question donnée n'implique pas que tous les citoyens participent effectivement à la mise en œuvre de la décision. Par exemple, la décision de construire une route n'implique pas que tous doivent savoir comment on conçoit et comment on réalise une route. C'est le travail des ingénieurs, qui peuvent présenter des projets alternatifs, et les experts remplissent donc par là une fonction politique importante, mais c'est l'assemblée des citoyens qui est libre de décider. L'élaboration du projet et la construction de la route sont des responsabilités strictement administratives, alors que la discussion et la décision sur la nécessité de cette route, y compris le choix de son emplacement et l'appréciation du projet relèvent d'un processus politique. Si on garde clairement en tête la distinction entre la formulation d'une politique et son exécution, entre la fonction des assemblées populaires et celle des gens qui assurent la gestion des

décisions prises, il est alors facile de distinguer les problèmes logistiques des problèmes politiques, deux niveaux habituellement entremêlés.

Le citoyen véritable

Au premier coup d'œil, il peut sembler que le système des assemblées est proche de la formule du référendum, basé sur le partage de la prise de décision entre toute la population et sur la règle majoritaire. Pourquoi, dès lors, souligner l'importance de la forme de l'assemblée pour l'autogouvernement ? Ne serait-il pas suffisant d'adopter le référendum, comme c'est aujourd'hui le cas en Suisse, et de résoudre la question par une procédure démocratique apparemment beaucoup moins compliquée ? Ou alors pourquoi ne pas prendre les décisions politiques par la voie électronique - comme le suggèrent certains enthousiastes de l'internet - où chaque individu "autonome", après s'être informé des débats, prendrait part au vote dans l'intimité de son foyer ?

Pour répondre à ces questions, il faut prendre en considération une série de thèmes vitaux qui touchent à la nature même de la citoyenneté. L'individu "autonome", qui, selon la théorie libérale, représente, en tant qu'"électeur", l'unité élémentaire du processus référendaire, n'est qu'une fiction. Abandonné à son destin personnel au nom de "l'autonomie" et de "l'indépendance", cet individu devient un être isolé dont la liberté véritable est dépouillée des traits politiques et sociaux sans lesquels l'individualité est privée de chair et de sang... La notion d'indépendance, qui est souvent confondue avec celles de pensée indépendante et de liberté, a été tellement imprégnée du pur et simple égoïsme bourgeois que nous avons tendance à oublier que notre individualité dépend largement des systèmes de soutien et de solidarité de la communauté. Ce n'est ni en nous subordonnant de façon infantile à la communauté, ni en nous détachant d'elle que nous devenons des êtres humains majeurs. Ce qui nous distingue comme êtres sociaux, de préférence dans des institutions rationnelles, d'êtres solitaires dépourvus de toute affiliation sérieuse, ce sont nos capacités d'exercer une solidarité les uns par rapports aux autres, d'encourager

l'autodéveloppement et la créativité réciproques, d'atteindre la liberté au sein d'une collectivité socialement créatrice et institutionnellement enrichissante.

Une "citoyenneté" séparée de la communauté peut être tout aussi débilante pour notre personnalité politique que l'est la "citoyenneté" dans un État ou une communauté totalitaire. Dans les deux cas, nous sommes reconduits à un état de dépendance caractéristique de la petite enfance, qui nous rend dangereusement vulnérables devant la manipulation, soit de la part de fortes personnalités dans la vie privée, soit de la part de l'État ou des grandes firmes dans la vie publique. Dans les deux cas, et l'individualité et la communauté nous font défaut. Elles se retrouvent toutes deux dissoutes par la suppression du sol communautaire qui nourrit l'individualité authentique. C'est au contraire l'interdépendance au sein d'une communauté solide qui peut enrichir l'individu de cette rationalité, de ce sens de la solidarité et de la justice, de cette liberté effective qui en font un citoyen créatif et responsable.

Bien que cela paraisse paradoxal, les éléments authentiques d'une société libre et rationnelle sont communautaires et non individuels. Pour le dire en termes plus institutionnels, la commune n'est pas seulement la base d'une société libre mais aussi le terrain irréductible d'une individualité authentique. L'importance énorme de la commune est due au fait qu'elle constitue le lieu de parole au sein duquel les gens peuvent intellectuellement et émotionnellement se confronter les uns aux autres, s'éprouver réciproquement à travers le dialogue, le langage du corps, l'intimité personnelle et des modalités directes, non-médiatisées, du processus de prise de décision collective. Je me réfère ici aux processus fondamentaux de *socialisation*, d'interaction continue entre les multiples aspects de l'existence qui rendent la *solidarité* - et pas seulement la "convivialité" - tellement indispensable pour des rapports interpersonnels vraiment organiques.

Le référendum, réalisé dans l'intimité de "l'isoloir", ou, comme le voudraient les partisans enthousiastes de l'internet, dans la solitude électronique de sa propre maison, *privatise* la démocratie et ainsi la

mine. Le vote, de même que les sondages d'opinion sur les préférences en matière de savons et de détergents, représente une quantification absolue de la citoyenneté, de la politique, de l'individualité et une caricature de la formation véritables des idées au cours d'un processus d'information réciproque. Le vote à l'état pur exprime un "pourcentage" préformulé de nos perceptions et de nos valeurs et non leur expression entière. C'est une réduction technique des opinions en simples préférences, des idéaux en simples goûts, de la compréhension générale en pure quantification, de façon à pouvoir réduire les aspirations et les convictions des hommes à des unités numériques.

La vraie formation à la citoyenneté

En fin de compte, "l'individu autonome", privé de tout contexte communautaire, de rapports de solidarité et de relations organiques, se retrouve désengagé du processus de formation de soi - *paideia* - que les Athéniens de l'Antiquité assignaient à la politique comme l'une de ses plus importantes fonctions pédagogiques. La vraie citoyenneté et la vraie politique impliquent la formation permanente de la personnalité, l'éducation et un sens croissant de la responsabilité et de l'engagement public au sein de la communauté, lesquels, en retour, sont seuls à donner une vraie substance à celle-ci. Ce n'est pas dans le lieu clos de l'école, et encore moins dans l'isoloir électoral, que des qualités personnelles et politiques vitales peuvent se former. Pour les acquérir, il faut une présence publique, incarnée par des individus parlants et pensants, dans un espace public responsable et animé par la parole. Le "patriotisme", comme l'indique l'étymologie du mot [patrie vient du mot latin *pater*, le père], est un concept typique de l'État-nation, où le citoyen est considéré comme un enfant et est donc la créature obéissante de l'État-nation conçu comme *paterfamilias*, ou comme un père sévère qui impose la croyance et le dévouement à l'ordre. Plus nous sommes les "fils" ou les "filles" d'une "patrie", plus nous nous situons nous-mêmes dans une relation infantile avec l'État.

La solidarité ou *philia*, au contraire, implique le sens de la responsabilité. Elle est créée par la connaissance, la formation, l'expérience et

l'exercice d'une certaine sensibilité - en bref, par une éducation politique qui se développe à travers la participation politique. En l'absence d'une municipalité à l'échelle humaine, compréhensible et accessible au point de vue institutionnel, il est tout simplement impossible d'assurer cette fonction fondamentale de la politique et de l'incarner dans la citoyenneté. En l'absence de *philia*, nous jugeons "l'engagement politique" par le pourcentage des "votants" qui "participent" au processus "politique" : un avilissement des mots qui dénature totalement leur signification authentique et les dépouille de leur contenu éthique...

Qu'elles soient grandes ou petites, les assemblées initiales et le mouvement qui cherche à les étendre restent la seule école effective de citoyenneté que nous possédions. Il n'y a pas d'autre *curriculum* civique qu'un domaine politique vivant et créatif pour faire surgir des gens qui prennent la gestion des affaires publiques au sérieux. À une époque de marchandisation, de concurrence, d'anomie et d'égoïsme, cela signifie créer consciemment une sphère publique qui inculquera des valeurs d'humanisme, de coopération, de communauté et de service public dans la pratique quotidienne de la vie civique.

La *polis* athénienne, en dépit de ses nombreux défauts, nous offre des exemples significatifs de comment le sens élevé de la citoyenneté qui l'imprégnait s'est trouvé renforcé non seulement par une éducation systématique mais par le développement d'une éthique du comportement civique et par une culture artistique qui illustrait des idéaux de service civique par les faits de la pratique civique. Le respect des opposants au cours des débats, le recours à la parole pour obtenir un consensus, les interminables discussions publiques sur l'*agora*, au cours desquelles les personnalités les plus en vue de la *polis* étaient tenues à discuter des questions d'intérêt public même avec les moins connus, l'utilisation de la richesse non seulement à des fins personnelles mais aussi pour embellir la *polis* (en attribuant ainsi une plus grande valeur à la redistribution qu'à l'accumulation de richesse), un grand nombre de festivités publiques, de tragédies et de comédies en grande partie centrées sur des thèmes civiques et sur le besoin d'encourager la solidarité... tout cela et bien d'autres aspects encore de la culture

politique d'Athènes formaient les éléments qui ont contribué à créer un sens de responsabilité et de solidarité civiques qui a produit des citoyens activement engagés et profondément conscients de leur mission civique.

Pour notre part, nous ne pouvons pas faire moins - et, souhaitons-le, à terme, nous ferons considérablement plus. Le développement de la citoyenneté doit devenir un art et pas simplement une forme d'éducation - et un art créateur au sens esthétique qui fasse appel au désir profondément humain d'expression de soi au sein d'une communauté politique pleine de sens. Ce doit être un art personnel grâce auquel chaque citoyen est pleinement conscient du fait que sa communauté confie sa destinée à sa probité morale et à sa rationalité. Si l'autorité idéologique de l'étatisme repose sur la conviction que le "citoyen" est un être incompetent, quelquefois infantile et généralement peu digne de confiance, la conception municipaliste de la citoyenneté repose sur la conviction exactement contraire. Chaque citoyen devrait être considéré comme compétent pour participer directement aux "affaires de l'État" et surtout, ce qui est le plus important, il devrait être *encouragé à le faire*.

Il faudrait fournir tous les moyens destinés à favoriser une participation complète, comprise comme un processus pédagogique et éthique qui transforme la capacité latente des citoyens en une réalité effective. La vie politique et sociale devrait être orchestrée de manière à promouvoir une sensibilité diffuse, la capacité réelle à accepter les différences, sans se soustraire, lorsque c'est nécessaire au besoin de mener de vigoureuses disputes.

Le service civique devrait être considéré comme un attribut humain essentiel et non comme un "don" que le citoyen offre à la communauté ou une tâche onéreuse qu'il est contraint à accomplir. La coopération et la responsabilité civique devraient être vues comme des expressions de la sociabilité et de la *philia*, et non comme des obligations auxquelles le citoyen essaye d'échapper dès qu'il le peut.

La municipalité serait donc vue comme une scène de théâtre où se déroule la vie publique sous sa forme la plus pleine de sens, un drame

politique dont la grandeur s'étend aux citoyens qui en sont les protagonistes. Tout au contraire, nos villes modernes sont devenues dans une large mesure des agglomérations d'appartements-dortoirs dans lesquels les hommes et les femmes s'assoupissent spirituellement et trivialisent leurs personnalités dans le divertissement, la consommation et le bavardage mesquins.

L'économie municipale

Le dernier et un des plus intraitables problèmes que nous rencontrons est celui de l'économie. Aujourd'hui, les questions économiques tendent à se centrer sur *qui possède quoi, qui a plus que qui* et, surtout, sur comment les disparités de richesse peuvent se concilier avec un sentiment de communauté civique. Presque toutes les municipalités avaient dans le passé été fragmentées par des différences de statut économique, avec des classes pauvres, moyennes et riches dressées les unes contre les autres jusqu'au point de ruiner les libertés municipales, comme le montre clairement l'histoire sanglante des communes du Moyen-âge et de la Renaissance en Italie.

Ces problèmes n'ont pas disparu à l'époque actuelle. Ils sont même assez souvent tout aussi graves que par le passé. Mais ce qui est spécifique à notre époque (et qui a peu été compris par beaucoup de gens de gauche et d'extrême-gauche en Amérique et en Europe), c'est le fait qu'ont commencé à apparaître des questions transclassistes totalement nouvelles qui concernent l'environnement, la croissance, les transports, la déglingue culturelle et la qualité de la vie urbaine en général. Ce sont des problèmes suscités par l'urbanisation et non par la constitution de la cité. D'autres questions traversent aussi transversalement les intérêts conflictuels de classe, comme les dangers de guerre thermonucléaire, l'autoritarisme étatique croissant et finalement la possibilité d'un effondrement écologique de la planète. À une échelle sans précédent dans l'histoire américaine, une énorme variété de groupes de citoyens ont rassemblé des gens de toute origine de classe dans des projets communs autour de problèmes souvent à caractère local mais qui concernent la destinée et le bien-être de l'ensemble de la communauté.

L'émergence d'un *intérêt social général* par-delà les vieux intérêts particularistes démontre qu'une nouvelle politique peut facilement prendre corps et qu'elle visera non seulement à reconstruire le paysage politique au niveau municipal mais aussi le paysage économique. Les vieux débats entre la *propriété privée* et la *propriété nationalisée* sont devenus de la pure logomachie. Non que ces différents genres de propriété et les formes d'exploitation qu'elles impliquent aient disparu, mais elles ont été progressivement rejetées dans l'ombre par des réalités et des préoccupations nouvelles. La propriété privée, au sens traditionnel du terme, qui perpétuait le citoyen en tant qu'individu économiquement autosuffisant et politiquement indépendant est en train de disparaître. Elle ne disparaît pas parce que le "socialisme rampant" a dévoré la "libre entreprise" mais bien parce que la "grande firme rampante" a tout dévoré - ironiquement au nom de la "libre entreprise". L'idéal grec d'un citoyen politiquement souverain qui pouvait juger rationnellement des affaires publiques parce qu'il était libéré du besoin matériel et du clientélisme n'est plus qu'une moquerie. Le caractère oligarchique de la vie économique menace la démocratie en tant que telle, pas seulement au niveau national mais aussi municipal, là où elle conservait encore un certain degré d'intimité et de souplesse.

Nous en arrivons ainsi, soudainement, à l'idée d'une économie municipale qui se propose de dissoudre de manière novatrice l'aura mystique qui entoure la propriété des firmes et la propriété nationalisée. Je me réfère à la *municipalisation de la propriété*, comme opposée à sa privatisation ou à sa nationalisation. Le municipalisme libertaire propose de redéfinir la politique pour y inclure une démocratie communale directe qui s'étendra graduellement sous des formes confédérales, en prévoyant également une approche différente de l'économie. Le municipalisme libertaire propose que la terre et les entreprises soient mises de façon croissante à la disposition de la communauté, ou, plus précisément, à la disposition des citoyens dans leurs libres assemblées et de leurs députés dans les conseils confédéraux. Comment planifier le travail, quelles technologies employer, quels biens distribuer ? Ce sont toutes des questions qui ne peuvent être résolues que dans la pratique. La maxime de *chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins*, cette exigence célèbre des différents socialismes du XIXe siècle, se

trouverait institutionnalisée comme une dimension de la sphère publique. En visant à assurer aux gens l'accès aux moyens de vivre indépendamment du travail qu'ils sont capables d'accomplir, elle cesserait d'exprimer un credo précaire : elle deviendrait une pratique, une manière de fonctionner politiquement.

Aucune communauté ne peut espérer acquérir une autarcie économique, ni ne devrait essayer de le faire. Économiquement, la large gamme de ressources nécessaires à la production de nos biens d'usage courant exclut l'insularité refermée sur elle-même et l'esprit de clocher. Loin d'être une contrainte, l'interdépendance entre communautés et régions doit être considérée - culturellement et politiquement - comme un avantage. L'interdépendance entre les communautés n'est pas moins importante que l'interdépendance entre les individus. Si elle est privée de l'enrichissement culturel mutuel qui a souvent été le produit de l'échange économique, la municipalité tend à se refermer sur elle-même et s'engloutit dans une forme de privatisme civique. Des besoins et des ressources partagés impliquent l'existence d'un partage et, avec le partage, d'une communication, d'un rajeunissement grâce à des idées nouvelles et d'un horizon social élargi qui facilite une sensibilité accrue aux expériences nouvelles.

Une question de survie écologique

À la lumière de ces coordonnées, il est possible d'envisager une nouvelle culture politique avec une nouvelle renaissance de la citoyenneté, d'institutions civiques populaires, un nouveau type d'économie, et un contre-pouvoir parallèle, dans un réseau confédéral, capable d'arrêter et, espérons-le, de renverser la tendance à une centralisation accrue de l'État et des grandes firmes et entreprises. En outre, il est aussi possible d'envisager un point de départ éminemment pratique pour dépasser la ville et la cité telles que nous les avons connues jusqu'à présent et pour développer de nouvelles formes d'habitation réellement communautaires, capables de réaliser une nouvelle harmonisation entre les gens et entre l'humanité et le monde naturel. J'ai souligné le mot "pratique" parce qu'il est évident que n'importe quelle tentative d'adapter une communauté humaine à un écosystème naturel se heurte

de plein fouet à la trame du pouvoir centralisé, que ce soit celui de l'État ou des grandes firmes.

Le pouvoir centralisé se reproduit inexorablement à tous les niveaux de la vie sociale, économique et politique. Il ne s'agit pas seulement d'être grand : il pense "en grand". Ainsi, ce mode d'être et de penser est non seulement la condition de sa croissance mais de sa survie même. Nous vivons déjà dans un monde où l'économie est excessivement mondialisée, centralisée et bureaucratisée. Beaucoup de ce qui pourrait être fait au niveau local et régional, l'est à l'échelle mondiale - en grande partie pour des raisons de profits, de stratégie militaire et d'appétits impériaux - avec une complexité apparente qui pourrait en réalité être facilement simplifiée.

Si toutes ces idées peuvent sembler trop "utopiques" pour notre temps, alors on peut aussi considérer comme utopiques les exigences urgentes de ceux qui demandent un changement radical des politiques énergétiques, une réduction drastique de la pollution de l'atmosphère et des mers et la mise en œuvre de programmes au niveau mondial pour arrêter le réchauffement de la planète et la destruction de la couche d'ozone. Est-ce qu'il est vraiment illusoire de poursuivre des changements institutionnels et économiques non moins drastiques mais qui se basent en réalité sur des traditions démocratiques profondément enracinées ?

Murray Bookchin

Extraits de *From Urbanization to Cities* (Londres, Cassell, 1995).
Traduit par **Jean Vogel** pour la revue *Articulations*.

Murray Bookchin

Si Murray Bookchin est largement méconnu en Europe, à l'exception de milieux libertaires ou écologistes plutôt restreints, son travail de

plusieurs décennies a fait de lui aux États-Unis un des penseurs les plus importants de la *nouvelle gauche*. Issu de la tradition anarchiste classique, il a considérablement contribué à renouveler et à moderniser la pensée libertaire. Mais il est aussi le fondateur du courant de l'**écologie sociale** qui, en opposition à la *deep ecology* ou écologie fondamentale, promeut une approche philosophique et politique à la fois rationnelle et radicale du rapport de la société humaine à son environnement naturel.

Murray Bookchin est aussi le premier théoricien du **municipalisme libertaire**. Il conçoit l'organisation des hommes au sein de cités comme un processus historique et anthropologique émancipateur essentiel (qu'il dénomme, par un néologisme, la *citification*, par opposition à l'urbanisation), qui s'est trouvé entravé, interrompu et même miné par le développement des États-nations et du capitalisme depuis le XVIIe siècle. La municipalité ou, plus exactement, la commune représente à ses yeux la forme politique par excellence non seulement d'une réinvention de la citoyenneté mais d'une réponse à l'ensemble des menaces politiques, économique et écologiques auxquelles l'humanité est confrontée en ce début du XXIe siècle.

Les idées de Murray Bookchin sont diffusées par
l'**Institute for Social Ecology**
P.O. Box 89 Plainfield, Vermont 05667 USA
E-mail ise@iqc.org.

EN DÉBAT

Municipalisme libertaire

Une nouvelle perspective politique ?

La chute du mur de Berlin en 1989, et la fin apparente de près d'un siècle d'OPA du communisme étatiste totalitaire sur l'espérance révolutionnaire, ont fait croire à de nombreux libertaires que finalement leur heure était venue ! Beaucoup d'entre nous ont alors pensé qu'il devenait urgent d'élaborer et de proposer *l'alternative libertaire* dont, il faut le dire, ils n'avaient pas une idée très précise... même si ils savaient qu'elle devait nous conduire au-delà de la *démocratie formelle* et réaliser une synthèse novatrice, exempte tout à la fois d'*exploitation économique* et de *domination politique*.

Plus de dix ans après cet événement désormais historique, nous continuons à nous interroger sur les possibilités concrètes que pourrait offrir cette *alternative libertaire* et sur les *agents de la transformation sociale* qui s'en feraient les promoteurs.

L'acteur libertaire

En réalité, ces interrogations ne sont pas vraiment neuves. Dès les origines, les pionniers de l'idéal libertaire ont œuvré **à la fois** pour *l'indispensable et rédemptrice révolution sociale* et ils étaient présents dans *toutes les batailles pour l'amélioration immédiate de la vie des gens* (et donc de la leur).

L'acteur libertaire, tout en prônant un changement radical révolutionnaire, a toujours été, parallèlement, un aiguillon permettant à la société de se réformer et à la démocratie de devenir de plus en plus démocratique. Mais, ce fervent partisan d'une société de liberté et de justice, n'a jamais pu se satisfaire des réformes obtenues par ses luttes, et a toujours exprimé son aspiration à un changement radical qui s'attaque aux racines des problèmes. Critiquant avec force la politique politicienne et électoraliste des partis ou même des syndicats, il continue à faire résonner dans les mouvements sociaux *l'esprit révolutionnaire* qui l'anime. L'acteur libertaire sait pourtant que la Révolution ne se cache pas derrière des slogans, qu'elle n'est pas *imminente* et que tout en étant probable, elle est problématique. Il sait

aussi, que l'on n'a pas encore tiré tous les enseignements pertinents des différentes révolutions qui ont jalonné l'histoire de l'émancipation sociale de ces deux derniers siècles.

En fait, les anarchistes de ce début de millénaire se retrouvent dans une situation inconfortable. Si l'actualité quotidienne ne cesse de conforter la justesse de leurs critiques, de leurs prévisions, de leurs analyses... dans leurs moments de lucidité, ils se demandent toujours comment *déborder*, au-delà de la démocratie représentative formelle, vers la *démocratie directe* effective. Et les rencontres, colloques et autres séminaires sur la question ne produisent guère de réponses, mais toujours plus d'interrogations...

Le municipalisme libertaire

C'est dans ce contexte qu'apparaît Murray Bookchin et son concept de **municipalisme libertaire**, projet *pratique* pour une alternative politique dans la vie de la cité.

Bookchin a eu une forte influence au sein du mouvement libertaire et écologiste, aussi bien aux USA que dans les divers pays où l'anarchisme est visible et actif au sein des mouvements sociaux et dans les débats publics. D'abord, avec le concept d'**écologie sociale** et puis avec celui de **municipalisme libertaire**.

En ce qui concerne l'écologie sociale (qu'on appelle aussi *écologie libertaire*), plusieurs textes fondamentaux ont été publiés (1) et ont suscité de nombreux débats dans les milieux écologistes ainsi qu'entre libertaires. Mais il n'en est pas allé de même avec le municipalisme libertaire. Ce concept, en matérialisant des formes locales de *démocratie directe*, pourrait, selon Murray Bookchin, nous permettre d'apporter une plus concrète contribution à la politique de la cité. Une politique qui, pour Bookchin, devrait être à la fois respectueuse de l'environnement et promouvoir une participation active de tous les citoyens et citoyennes aux affaires qui concernent leur vie quotidienne (notamment via des *conseils* et des *assemblées* d'habitants qui exerceraient un contrôle permanent sur les délégués élus).

L'objectif du municipalisme libertaire consisterait en quelque sorte à injecter dans la vie locale (communale, municipale) des pratiques assembléistes et de démocratie directe contribuant à l'émergence d'une autre société, pas à pas, au jour le jour. Ces pratiques autogestionnaires devant nous conduire à réaliser une nouvelle révolution sociale dont les formes et le contenu ne seraient pas ou plus, le simple fait d'une confrontation révolutionnaire violente. Cette stratégie originale en faisant de chacun l'acteur de sa propre vie permettrait la construction d'une foule de contre-pouvoirs locaux décisionnels dont la finalité serait le renversement, par le bas, des structures hiérarchiques et pyramidales de la démocratie représentative.

Ces propositions ont eu un écho certain auprès de nombreux écologistes sociaux, ainsi que dans quelques franges du mouvement libertaire. Des débats, timides, sur le municipalisme libertaire ont été organisés dans certains milieux anarchistes mais, frilosité et/ou peur d'évoluer, ils n'ont pas permis jusqu'à présent d'approfondir la question. Trop souvent, la discussion étant bloquée par l'écueil théorique et pratique que représente la voie électorale (fût-elle locale) pour des "révolutionnaires".

Effectivement, Murray Bookchin, en proposant aux anarchistes de s'investir dans le municipalisme libertaire, les invite à *mouiller leur chemise* dans les affaires de la cité. Il leur propose, tout à la fois d'œuvrer à l'auto-organisation des habitants en assemblées autogérées et de se battre sur le terrain des élections locales qui désignent les représentants des villes petites ou moyennes (à échelle humaine) et ceux des *mairies de quartier* des grandes métropoles. Ces représentants n'agissant, une fois élus, que sous le contrôle d'une forte mobilisation des habitants organisés en conseils.

À ce jour, ce modèle *libertaire* d'une double intervention dans les politiques locales n'a pas vraiment eu de suite dans la pratique. Si quelques libertaires ont participé individuellement à des listes *alternatives* en franchissant le pas de se présenter en tant que

candidats à des élections locales, un vrai courant municipaliste libertaire n'a toujours pas vu le jour.

Par ailleurs, les exemples de libertaires participant activement aux affaires de la cité par le biais de groupes, associations, collectifs ou organisations locales sont toujours trop rares que pour pouvoir les donner comme des exemples à suivre. Ce sont des micro-initiatives développées dans des toutes petites villes ou villages (2), parallèlement à des démarches plus idéologiques organisées dans des grandes villes autour de listes *alternatives* comprenant des *individualités* de l'extrême-gauche, des écologistes, des autogestionnaires, des libertaires (3). Ce sont parfois des formes d'organisation de *contre-pouvoir* actives sur le terrain municipal comme l'est, depuis 1992, la *Fédération municipaliste de base* de Spezzano-Albanese en Calabre en Italie (4).

Entre pureté et impuissance

Il nous faudra récolter davantage d'éléments sur ces expériences pour pouvoir en tirer des enseignements précis. Cependant, par les quelques échos que nous en avons, on peut se rendre compte des difficultés auxquelles elles doivent faire face pour mettre en place des *interventions politiques libertaires* obligeant à se frotter aux pratiques décisionnelles des pouvoirs publics et aux *besoins réels des gens*. L'existence de ces difficultés, de ces contradictions, parfois éclatantes, ne nous semblent pas être une raison suffisante pour justifier un repli sur des postulats théoriques anarchistes plus *sûrs* (parce que légués par l'histoire ?). La recherche d'une *cohérence idéologique* nous pousse trop souvent à nous réchauffer le cœur dans nos tours d'ivoire théoriques tandis que l'application de certains de nos *principes* ne nous offre, comme seule consolation, qu'une sorte de fierté stérile : c'est le cas notamment avec nos immuables appels à la *mobilisation abstentionniste*.

Pour ceux qui l'ignoreraient, rappelons que les anarchistes ont parfois participé aux élections, en se déplaçant pour aller voter ou en présentant des listes (très rarement il est vrai, et souvent en tant que

listes protestataires). Le cas d'école est celui des élections de 1936 en Espagne qui virent la victoire du *Front Populaire* suite à un "non-appel" à l'abstention de la **CNT** anarcho-syndicaliste (les termes du contrat étant : nous ne donnons pas de consigne d'abstention à nos affiliés et vous libérez, une fois au gouvernement, les dizaines de milliers de libertaires emprisonnés). Plus près de nous, certains anars sont allés voter, notamment lors d'un hypothétique ou *vrai* danger constitué par la probable élection d'un candidat d'un parti d'extrême-droite ou lorsqu'ils ont cru que leur bulletin de vote pouvait servir à ce qu'une loi améliorant *les conditions de vie des gens* soit votée par le Parlement... Certains anars, démystifiant le bulletin de vote (un moyen d'agir parmi d'autres, ni plus ni moins) votent aussi parfois pour des listes pouvant se faire l'écho des luttes de terrain auxquelles ils participent (pour la dépénalisation de l'avortement, contre la peine de mort...). Rappelons-nous qu'en mai 81, quelques drapeaux noirs faisaient la fête le soir de l'élection de Mitterrand. Enfin, des débats ont divisé les anarchistes partisans ou non du vote lors de tel ou tel référendum en Italie et en Suisse (5).

Ajoutons que (ce que tout un chacun sait déjà), si les anarchistes sont contre les élections dans le cadre d'une *démocratie formelle*, dans leurs groupes, organisations et syndicats, ils élisent leurs représentants en leur donnant certes des **mandats impératifs** et en sachant en plus que ces représentants *agissent* dans le cadre d'une **révocabilité permanente**. On peut alors se poser la question suivante : pourquoi ne pas tenter d'exporter et de généraliser notre mode de fonctionnement anti-autoritaire ? Pourquoi ne pas essayer de déborder la démocratie représentative et contribuer au développement d'une démocratie participative proche de *l'idéal* de la démocratie directe dont les anarchistes sont en général partisans ?

Nous pensons que *mouiller sa chemise* en s'acheminant vers une pratique municipaliste libertaire, devrait être, naturellement et tout d'abord le fait de cette forme d'*anarchisme social* qui se veut proche des gens et des mouvements sociaux, mais aussi de tous ceux et celles qui s'investissent quotidiennement dans des actions, initiatives, associations proposant des *alternatives quotidiennes concrètes*.

D'autant plus que, faire cette expérience, ou des expériences politiques de ce genre, n'exclut pas le fait de continuer affirmer la finalité de notre idéal. Nous l'avons dit plus haut, les anarchistes ont depuis toujours fait le va et vient entre l'*engagement quotidien* améliorant les conditions de vie matérielle des *gens* (notamment par le syndicalisme) et l'objectif d'une *société idéale* où tous et toutes deviendraient acteurs et auteurs de leur devenir.

Les anarchistes, par les luttes qu'ils ont menées contre toutes les formes d'injustice sociale, contre toutes les formes d'enfermement idéologique, contre tous les autoritarismes/totalitarismes, l'ont fait à partir de leur propre existence individuelle, puis via le groupe *affinitaire* avec lequel ils évoluaient, puis avec les proches, le milieu environnant, et enfin par des réseaux/organisations théoriquement horizontaux se développant de région en région, de pays en pays...

Prolongeant cette pratique *bien établie*, nous pensons qu'il y a place aujourd'hui pour l'élaboration de théories et de pratiques municipalistes libertaires.

La seule ambition de ce texte est de lancer le débat sur la question, nous attendons vos réactions.

Mimmo Pucciarelli - ACL
Babar - Alternative Libertaire

(1) Notamment : *Qu'est-ce que l'écologie sociale, Une société à refaire, Sociobiologie ou écologie sociale*, et *Quelle écologie radicale ?* publiés par l'**Atelier de Création Libertaire** ces dernières années. Il faut rappeler qu'il existe un réseau qui porte le nom d'*Écologie sociale* animé par des écologistes ayant rompu avec le Parti des Verts et qui cherchent à reformuler leur participation aux activités politiques par le biais d'un nouveau mouvement *écologiste et libertaire*... Un de ses membres Philippe Chailan a publié dans le nE66 du journal *Rouge et vert* un petit texte *Pour une nouvelle donne municipale* dont la lecture nous permet d'aller plus loin dans cette discussion. On peut aussi se référer

à l'article de Michel Bernard paru dans *Silence* de janvier 2000 (*Quelle(s) organisation(s) pour les écologistes*), où sont proposées quelques pistes intéressantes à débattre...

(2) Voir l'exemple d'un *militantisme communal* de camarades de la *Fédération Anarchiste Francophone* et de réalisation autogestionnaire à **Merlieux**, un petit village situé entre Soisson et Laon (*Des municipalités à la commune libertaire* dans *Le Monde Libertaire*, HS nE12 du 1 juillet au 16 août 1999) [voir le texte de Cerise].

(3) Voir par exemple, l'interview de Manuel Càrdens, avocat, ancien militant de la CNT espagnole, aujourd'hui membre de l'*Izquierda unida i Alternativa* de Barcelone, dans le numéro 67 de *Polémica* de décembre 1998.

(4) Voir *Le Monde Libertaire*, hors série nE13 du 16 décembre 1999 au 10 février 2000.

(5) En Italie, par exemple, il y a eu d'intenses débats entre anarchistes lors des référendums pour choisir entre *République* et *Monarchie* après la Libération, ou encore pour qu'une loi sur l'avortement soit adoptée... au Parlement. Dernièrement cela a été le cas en Suisse pour savoir s'il fallait ou non aller voter lors du référendum pour l'abolition du service militaire obligatoire...

L'EXEMPLE
DE PORTO ALEGRE AU BRÉSIL

La démocratie
participative...

un premier pas vers la démocratie directe ?

Conseils de quartier, consultation des associations, débats publics, référendums d'initiative populaire, ou encore réforme des enquêtes d'utilité publique, les idées foisonnent à droite comme à gauche pour que les citoyen-ne-s s'impliquent davantage dans le fonctionnement des institutions politiques. Même si les initiatives concrètes restent encore marginales, même s'il existe des différences notables entre les propositions des uns et des autres, c'est bien l'idée d'*une démocratie plus participative* qui est de fait préconisée ici. C'est-à-dire d'une démocratie où les citoyen-ne-s ne seraient plus seulement consulté-e-s une fois toutes les x années, mais dans laquelle ils et elles seraient plus ou moins intimement associé-e-s au fonctionnement des institutions, à l'élaboration des choix et aux prises de décisions.

De la démocratie représentative... à la démocratie participative

Démocratie participative. Le terme est lancé. L'idée semble faire son chemin et l'on pourrait à juste titre se demander s'il ne s'agit pas là d'une première étape vers la démocratie directe. La *démocratie participative* n'écorne-t-elle pas en effet le principe de la délégation de pouvoir à des élus sans contrôle véritable, ni mandat impératif ? Ne tend-elle pas à donner aux citoyen-ne-s sinon tout le pouvoir, du moins la possibilité d'être pris véritablement en compte et même d'influer sur les décisions politiques ? Ne pourrait-il pas s'agir d'un premier pas conduisant nécessairement à ce qu'à terme le fonctionnement des institutions, les orientations et les choix soient directement élaborés et décidés par les citoyen-ne-s eux-mêmes ?

Démocratie participative. Cette idée a évidemment de quoi séduire tous ceux et celles qui sont sensibles aux thèses autogestionnaires, mais qui pourtant a été élaborée, lancée et qui est toujours aujourd'hui soutenue par des courants politiques pour le moins jacobins, étatistes et autoritaires. Trotskistes, communistes, chevènementistes ou encore

gaullistes font, en effet, non seulement régulièrement référence à la *démocratie participative* mais ce sont eux qui en ont même inventé le concept et qui l'expérimentent en maints endroits. *démocratie participative* ? Somme toute, un drôle de sujet de consensus pouvant séduire les tenants du moins d'État, voire du pas d'État du tout, mais qui est cependant mis en œuvre par ceux du toujours plus d'État et de centralisation. Ceci a évidemment de quoi surprendre, de quoi créer un malaise certain ou du moins un doute sérieux quant à la nature véritable, quant au sens réel de cette proposition, que l'on aurait pu interpréter - *a priori* - comme un premier vers l'autogestion. Proposition consensuelle, trop peut-être pour être honnête à moins de croire à toute force que les tenants du jacobinisme se soient tout à coup convertis aux vertus d'une citoyenneté active pour ne pas dire de la démocratie directe.

Dès lors, l'examen d'une expérience concrète de *démocratie participative* n'est peut-être pas inutile. Cela peut nous permettre de mieux comprendre ce dont il s'agit et de saisir un peu mieux où veulent en venir tous ceux et celles qui en font aujourd'hui la promotion. Et quitte à faire une étude de cas pourquoi ne pas prendre celui de **Porto Alegre** au Brésil, cité régulièrement en France comme l'exemple à suivre aussi bien par les verts que par les trotskistes.

Luttes urbaines à Porto Alegre

On peut démarrer la généalogie de la *démocratie participative* à Porto Alegre aux années 1970. Tout au long de cette décennie, des associations de quartiers s'étaient constituées dans cette ville industrielle du sud du Brésil d'environ 1.200.000 habitants. Comme dans bien d'autres pays, ces comités de quartier menèrent tout d'abord des luttes locales sur différents sujets comme la distribution d'eau, l'assainissement, les transports en commun ou encore sur tel ou tel projet d'équipement. Au début des années 1980, un tournant s'amorça. Sous l'impulsion des militant-e-s du PDT (Parti Démocratique du Travail, socialiste) et du PT (Parti des Travailleurs, trotskiste), les associations de quartier formèrent des coordinations tout d'abord à l'échelle d'arrondissement, puis de l'agglomération. L'objectif était double. Il s'agissait non seulement de structurer le mouvement et de grouper les

forces, mais aussi d'un effort disons qualitatif visant à dépasser le niveau local du quartier pour se donner les moyens d'intervenir au niveau de l'agglomération.

Dès 1985, les choses évoluèrent rapidement. Le candidat du PDT remporta les élections municipales et ce notamment grâce au soutien des comités de quartier. Dans le même temps le PT prenait la tête du mouvement associatif. La question des rapports entre ces deux formations politiques se posa alors avec force. Organisations concurrentes, elles partageaient néanmoins une histoire commune au sein des associations territoriales mais cela ne déboucha pas sur la formation d'une majorité de gauche *plurielle*. Chaque parti resta campé sur sa structure et tout au long de la mandature socialiste, des conflits opposèrent régulièrement le PDT au PT et bien sûr comme il se doit la nouvelle municipalité aux comités de quartier.

Comités de quartier et municipalité : pouvoir et contre-pouvoir

Les tensions qui suivirent entre mouvement associatif et pouvoir communal ne peuvent cependant être réduites à de simples antagonismes entre organisations politiques concurrentes. Ces aspects furent certes prégnants, mais ils n'expliquent pas tout. D'autres problèmes plus structurels se posèrent également. Du côté de la mairie, le PDT souhaitait en effet exercer son nouveau pouvoir normalement, c'est-à-dire en toute souveraineté. Son raisonnement était simple. Le jeu démocratique donnait clairement le pouvoir délibératif et décisionnel au conseil municipal et à son exécutif. De plus, ce pouvoir était parfaitement légitime au plan légal car conféré par le suffrage universel. Mais du côté des comités de quartier, les choses n'étaient pas vraiment envisagées dans les mêmes termes. Considérant, non sans raison, que le nouveau maire leur devait son fauteuil, ceux-ci désiraient être pris en compte et même influencer sur les choix municipaux et ce également au nom de la démocratie et de la légitimité populaire. Cette aspiration, soulignons-le encore, dépassait amplement la seule question des rapports entre PDT et PT. Certes ce dernier l'utilisa pour s'imposer face à son ancien partenaire socialiste, mais il l'utilisa seulement car il

existait bien une véritable aspiration des comités de quartier à prendre directement en main la destinée de leur ville, c'est-à-dire leur propre destinée.

Légitimité contre légitimité, rationalité contre rationalité, les tensions entre organisations territoriales et pouvoir municipal étaient inévitables même en l'absence de concurrence politique entre partis antagonistes. Elles s'esquissèrent d'ailleurs avant même les élections. Lors de la campagne électorale, les comités de quartier firent pression sur le candidat socialiste pour qu'il s'engage à organiser un grand débat public sur les choix d'investissement municipaux lorsqu'il serait élu. Cette demande n'était pas anodine car elle revenait à vouloir ouvrir la boîte noire du budget, là où l'argent public est affecté à tel ou tel projet, là où se décide de fait les choix qui influenceront sur l'organisation et la structuration de la ville et au-delà sur nos vies quotidiennes. Cette demande n'était pas non plus anodine dans le sens où il pouvait s'agir d'un premier pas. Le second pouvant être que la municipalité prenne réellement en considération l'avis des habitants sur tous les sujets ; le troisième enfin que le budget d'investissement et de fonctionnement - et à travers cela redisons-le la totalité de la politique municipale - soit élaboré et approuvé non plus par les élus mais par directement par les habitants.

Au cours de cette campagne électorale, le PDT céda bien sûr aux exigences des comités de quartier. Il accepta... de promettre d'organiser de tels débats non seulement au début mais aussi tout au long de son mandat. Tant qu'à promettre... Mais les promesses électorales n'engageant que ceux et celles qui y croient, elles ne furent bien évidemment pas honorées.

Quatre ans plus tard, en 1989, le PDT englué dans des affaires de corruption et de malversations diverses perdit les élections et c'est le PT qui prenait sa place. Ainsi les comités de quartier servaient à nouveau de marchepied électoral. L'histoire toutefois ne se répéta pas car les trotskistes ne firent pas les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs. Conscient des frustrations que les promesses non tenues avaient engendrées dans le mouvement associatif, conscient que

ce dernier voulait réellement et profondément être pris en compte dans la manière dont la ville était gérée et aménagée, le PT mit immédiatement en place des structures permettant une certaine participation des habitants à l'élaboration du budget municipal.

Première ébauche d'un processus participatif

À peine élu et alors que la ville était engluée dans une crise financière retentissante (en 1989, 98 % des recettes municipales furent englouties par le seul paiement des salaires des fonctionnaires), la nouvelle municipalité PT divisa la commune en 16 arrondissements. Dans chacun d'eux, un forum fut institué afin que les habitants puissent venir y présenter et y débattre de leur priorité en matière d'équipements et d'infrastructures. Chaque arrondissement devait ainsi établir une liste de revendications, puis élire des délégués chargés de les porter dans une instance générale : le Conseil du Budget Participatif ; ce dernier n'ayant ni plus ni moins en charge que de préparer le budget d'investissement de la municipalité pour 1990. Il devait l'établir non pas tout seul, il est vrai, mais conjointement avec les services techniques municipaux. Et somme toute pourrions-nous croire, le conseil du budget participatif se substituait ici au conseil municipal ; les services techniques n'ayant théoriquement comme rôle que d'aider et de conseiller à la mise en œuvre concrète des projets.

Des trotskistes, fidèles disciples du bureaucrate en chef du coup d'État d'octobre 1917, aficionados des assassins des soviets, sabordant un pouvoir central, leur propre pouvoir qu'ils venaient tout juste de conquérir, la chose avait de quoi surprendre. Seraient-ils devenus fous ? Se seraient-ils subitement ralliés pour on ne sait quelles raisons à l'anarchisme ? Ni l'un, ni l'autre évidemment, car la réalité de ce premier processus de participation fut sensiblement différente de ce que nous en donne à voir sa simple théorie.

La première année, seulement 400 personnes (sur 1.200.000 habitants rappelons-le) participèrent à l'un ou l'autre de ces forums. Un inventaire des demandes fut malgré tout réalisé et il fut colossal. Les

assemblées d'arrondissement tout comme le conseil d'agglomération se bornèrent toutefois à les collationner sans définir aucune priorité, ni réaliser aucun arbitrage entre des demandes qui pouvaient pourtant être parfois redondantes voire antagonistes. Officiellement, il s'agissait d'éviter les tensions entre les districts afin d'éviter de casser la dynamique. Sans doute, peut-être... mais des arbitrages, il fallut bien en faire et des priorités en mettre car les finances municipales étaient très loin de pouvoir satisfaire toutes les attentes. Et ce furent les services techniques municipaux, toujours dirigés par le conseil municipal, qui hiérarchisèrent les priorités, qui arbitrèrent entre les projets et qui, somme toute, choisirent dans l'inventaire à la Prévert que lui avait remis le conseil du budget participatif ce qui serait réalisé tout de suite, plus tard... ou pas du tout. En d'autres termes, ce fut encore et toujours le pouvoir municipal qui décida de l'architecture du budget d'investissement de la commune et donc de la politique d'aménagement de la ville.

Il va s'en dire que les choix opérés par la municipalité ne furent pas toujours du goût des habitants, qui avaient quelque peu l'impression de s'être fait de nouveau gruger. Des tensions apparurent rapidement, des conflits éclatèrent ici et là. Et la municipalité PT prise à son propre piège se trouva devant une alternative très simple : supprimer les structures participatives qui en l'état ne satisfaisait sinon personne, du moins peu de monde avec le risque de se retrouver dans la même position que le PDT peu d'années auparavant ou bien au contraire céder aux exigences des comités de quartier en permettant que la population puisse définir elle-même les arbitrages budgétaires et donc la politique urbaine avec le risque évident d'auto-détruire à terme son propre pouvoir politique.

Mise en place du budget participatif

Le trotskiste est filou. Ça on le savait. Mais le trotskiste brésilien apparemment encore plus que la moyenne. Le PT accepta en effet de réformer totalement le processus participatif et de lui donner très officiellement le pouvoir d'élaborer et de décider le budget municipal tant en matière d'investissement que de fonctionnement. Et en théorie

donc, les habitants avaient désormais tous les pouvoirs en main pour gérer et aménager la ville en lieu et place du conseil municipal.

La nouvelle organisation - décidée non par les habitants eux-mêmes, mais par le conseil municipal - fut la suivante. Chaque année des assemblées générales doivent se tenir dans les différents quartiers de Porto Alegre. Elles ont pour mission de définir une liste hiérarchisée d'investissements à réaliser dans leur secteur. Elles nomment ensuite des délégués qui siègent dans un des 16 forums d'arrondissement. Dans ces derniers, les délégués des différents quartiers ont en charge d'arbitrer entre les projets et à nouveau de définir des priorités. Une fois la chose faite, ils doivent élire à leur tour des délégués qui iront participer au conseil d'agglomération. Parallèlement à ce système d'assemblées territoriales emboîtées, des forums thématiques (développement économique ; organisation de la ville et développement urbain ; transport et circulation ; éducation, culture et loisir ; santé et aide sociale...) furent également constituées pour traiter de questions transversales difficilement traitables dans le cadre précédent. Ces assemblées thématiques ont également à élire des délégués pour le *Conseil d'Agglomération du Budget Participatif*.

Formé de délégués des forums d'arrondissement et des assemblées thématiques, ce dernier a en charge d'harmoniser les différentes propositions, d'arbitrer si besoin est entre les projets et de définir les priorités d'investissement. En théorie, c'est cette instance qui décide en premier et dernier ressort du budget annuel d'investissement mais aussi de fonctionnement de la municipalité. En principe, c'est donc elle qui décide désormais de la politique d'aménagement mais aussi de gestion de la ville.

Si l'on s'en tient à ce schéma théorique, celui que nous présentent volontiers les écologistes et les trotskistes français pour nous vanter les mérites de la *démocratie participative*, on pourrait croire qu'il s'agit là sinon d'un fonctionnement autogestionnaire du moins d'une avancée tout à fait significative en ce sens. Mais comme en toute chose, la réalité est souvent bien différente de la théorie plus ou moins idéalisée.

La question de l'expertise ou le pouvoir de décider ce qui est ou non viable

Sur le papier, c'était désormais le *Conseil du budget participatif* qui définissait la totalité de la politique municipale ; la municipalité - conseil municipal et services techniques compris - n'ayant en charge que la mise en œuvre concrète des décisions prises. Mais dans les faits, les choses furent sensiblement différentes.

Les services techniques - ingénieurs, architectes et autres urbanistes - intervinrent régulièrement, non pas bien sûr sur la politique générale qui avait été décidée par le conseil participatif, mais sur la viabilité ou la faisabilité de tel ou tel projet. Fort de leur légitimité professionnelle reposant d'ailleurs sur des connaissances techniques tout à fait réelles et précieuses, ils donnèrent leur "avis" sur la possibilité matérielle de réaliser tel équipement ou sur la capacité d'entretenir ou de gérer à terme telle autre infrastructure. Par ces conseils apparemment strictement techniques, ces services (toujours rattachés au conseil municipal rappelons-le) réussirent à modifier certaines décisions du conseil participatif et même à en annuler d'autres. De fait, intervention ponctuelle par intervention ponctuelle, l'influence des services techniques sur la politique élaborée par le processus participatif ne fut pas négligeable et réussit maintes fois à modifier sensiblement le sens des décisions prises au cours du processus participatif.

Les assemblées territoriales ne furent évidemment pas dupes de la chose. Elles se rendirent rapidement compte de l'incidence que cela pouvaient avoir sur la politique qu'elles avaient élaborée. Elles se rendirent également compte que ces avis "autorisés" pouvaient parfois n'être qu'un prétexte utilisé tantôt par les services techniques, tantôt par le conseil municipal lui-même (toujours patron de ces services techniques) pour s'opposer ou infléchir, sans avoir l'air d'y toucher, aux orientations qu'elles avaient votées et élaborées. D'une année sur l'autre, les assemblées territoriales cherchèrent bien sûr à s'opposer à ce type d'arguments, mais sans succès véritable. Les services

techniques préparèrent simplement un argumentaire encore plus étayé et encore plus technique.

Le problème fondamental qui est soulevé ici est que le processus participatif tel qu'il fut mis en œuvre au Brésil ne permet pas aux assemblées territoriales de se doter de leur propre capacité d'expertise. C'est-à-dire de définir ce qui est techniquement possible, viable et envisageable. De par la volonté du conseil municipal PT et ce malgré les demandes répétées des habitants, les services techniques sont restés attachés à la municipalité. Et corollaire obligé, les assemblées territoriales sont restées clairement dépendantes de ces services et à travers eux de la municipalité.

Cet aspect méconnu et volontairement caché du processus participatif à Porto Alegre nous permet d'apercevoir que la participation mise en place dans cette ville ne signifie aucunement que les trotskistes brésiliens aient voulu donner tout le pouvoir aux habitants. La municipalité PT a volontairement conservé un atout d'importance : les services techniques. Il s'agit là d'une véritable arme politique qui, sous couvert de technique lui permet d'imposer son point de vue sur celui des habitants tout en faisant l'économie d'un véritable débat toujours potentiellement source de conflits politiques.

D'aucuns pourraient dire qu'il s'agit là d'une question certes importante, d'une faille sans doute regrettable dans le processus participatif à Porto Alegre, voire d'un aspect méconnu qui dévoile à l'évidence que les trotskistes brésiliens (ô surprise) sont toujours très loin d'être gagnés aux idées autogestionnaires. Mais néanmoins il ne s'agirait là que d'un défaut mineur facilement rectifiable, d'une simple erreur de conception (voulue ou non est un autre problème) mais qui ne remettrait pas en cause la valeur et l'intérêt du processus participatif en tant que tel.

Processus participatif et classes sociales

Le problème toutefois, c'est que les défauts de conception ne se limitent pas à cela. Il en est d'autres, beaucoup plus fondamentaux qui ne soulignent pas un simple problème circonstanciel, plus ou moins révélateur de la véritable culture politique d'un parti donné, mais qui marquent des insuffisances et des contradictions beaucoup plus structurelles.

La mise en place du processus participatif fut explicitement présentée comme la volonté de donner à tous les habitants de Porto Alegre la maîtrise directe de l'aménagement et de la gestion de leur ville. Dans les faits, seule une part mineure de la population participa à ce processus. Durant les cinq premières années, 14.000 personnes ont assisté à l'une ou l'autre des réunions organisées dans le cadre du budget participatif, soit 8,4 % de la population adulte de Porto Alegre. C'est déjà mieux il est vrai que lorsque le budget était décidé par seulement quelques conseillers municipaux, mais cela fait peu malgré tout. D'autant que ces 8,4 % sont très loin d'être représentatifs de l'ensemble de la population. 60 % d'entre eux avaient un revenu familial trois fois supérieur au salaire minimum brésilien ; en d'autres termes les habitants qui participent au budget participatif sont essentiellement issus et représentatifs des classes moyennes et supérieures (classes moyennes en fait), ce qui fait évidemment sourire lorsqu'on sait que cette procédure fut mise en place par le *Parti des Travailleurs* qui aime à se présenter comme le représentant des classes populaires. Ce défaut de représentation de certaines classes sociales et inversement de sur-représentation d'autres catégories s'accroît en outre à mesure que l'on monte dans la hiérarchie du processus participatif. Dans les assemblées d'arrondissement et plus encore dans le conseil d'agglomération, les délégués élus ont en effet un niveau de revenu et de scolarisation encore plus élevé.

Par delà les beaux discours on s'aperçoit ici que la *démocratie participative* n'est pas exempte de critique - tout comme la démocratie représentative d'ailleurs - quant à la réalité de sa représentativité. Certaines classes y participent, d'autres non. On peut le déplorer. Certains vont même jusqu'à vilipender ces classes populaires, qui refusent obstinément de remplir leur sacro-saint devoir de citoyen que

cela soit en s'abstenant lors des élections ou en boycottant les forums participatifs. On peut toutefois essayer de comprendre le *pourquoi* de cette attitude constante et l'on verra alors qu'elle est non seulement légitime et compréhensible mais qu'elle révèle en outre une faille structurelle, un défaut fondamental de la *démocratie participative* : son champ d'exercice.

Il faut en effet avoir le ventre bien rempli et sans doute aussi un sacré mépris pour les classes populaires pour ne pas comprendre que ces dernières ont bien d'autres choses à faire et à penser que de s'intéresser, que de participer à des semblants de démocratie qui ne leur offrent comme seule perspective que de décider si les rues auront ou non un terre-plein central, si les places seront rondes ou carrées ou si l'école sera ici ou là. Ces questions sont certes importantes dans l'absolu mais lorsqu'on est dans la misère, on est dans une logique de survie. Ce qui importe, c'est avant tout d'éviter l'huissier, de conserver ou d'obtenir un logement, de manger chaque jour à sa faim, de se soigner, d'avoir un emploi ou au moins un minimum de ressource.

Toutes ces choses sont vitales et centrales pour les classes laborieuses brésiliennes tout comme pour leurs homologues des quatre coins du monde. Or la *démocratie participative* n'y répond pas ou très mal et très indirectement. En réalité, la *démocratie participative*, c'est au mieux déléguer aux habitants les attributions légalement dévolues aux conseils municipaux. La belle affaire qui ne remet pas en cause la séparation entre champ politique et champ économique ; la belle arnaque qui ne répond ni aux besoins de ceux qui crèvent sous le joug du capitalisme, ni aux aspirations de ceux qui, comme à Seattle, entendent imposer une économie non plus tournée vers les profits de quelques-uns mais vers la satisfaction des besoins de tous et de chacun. Elle n'offre aux exploité-e-s et à tous ceux et toutes celles qui ont soif de justice et d'égalité sociale que la maigre perspective d'autogérer certains aspects de son cadre de vie ou au pire sa propre misère sans remettre en cause les privilèges patronaux, les inégalités sociales et la répartition des richesses produites. Peut-on s'étonner alors que les classes populaires boycottent ou du moins boudent les forums participatifs ?

Ne remettant pas en cause la séparation entre champ économique et champ politique, séparation établie par la bourgeoisie et pour son plus grand bénéfice, la *démocratie participative* diffère déjà fondamentalement en cela de la *démocratie directe* qui fait la promotion quant à elle d'un fonctionnement réellement démocratique sur tous les aspects de la vie non seulement dans ce que l'on appelle aujourd'hui la politique, mais également dans les aspects sociaux et économiques. Alors que la *démocratie participative* nous chante le petit refrain du prenons en main notre environnement local - notre petit milieu local - la *démocratie directe* en appelle pour sa part à ce que nous prenions en main la totalité de notre destin et de nos vies, pour l'égalité, la liberté et la justice politique, économique et sociale. La différence entre les deux n'est pas simplement une question d'intensité ou de graduation. Elle est de fait substantielle. Elle est fondamentale.

La participation : une tentative de ré-enraciner l'État dans la société

Une dernière critique tout aussi fondamentale peut encore être adressée à cette expérience de *démocratie participative*. Elle porte cette fois-ci sur les rapports entre pouvoir municipal et processus participatif ; rapports qui montrent clairement que la mise en place de ces forums citoyens ne visent aucunement à instaurer à terme un système autogestionnaire, c'est-à-dire à dissoudre le pouvoir central, mais bien au contraire à le renforcer.

Comme nous l'avons écrit ci-dessus, la mise en place du processus participatif a été l'œuvre non pas des comités de quartier mais du pouvoir municipal et en l'espèce du PT. C'est lui qui en a défini le champ mais aussi son mode de fonctionnement. C'est lui qui en a fait un processus reposant sur une double parcellisation à la fois géographique et thématique ; chacun des forums institués ayant en charge de définir à son échelle ou dans son thème les investissements prioritaires pour l'année suivante. Or l'aménagement urbain repose fondamentalement

sur une vision globale, stratégique et à long terme de ce que doit être la structuration et l'organisation de la ville. Il s'agit d'un exercice éminemment politique et à haute teneur idéologique.

La première question est alors de savoir si la juxtaposition de priorités locales et sectorielles à court terme (pour l'année suivante) est capable de composer une telle politique d'ensemble, même si ces priorités ont été classées avec soin. La réponse est évidemment non. Au sein du conseil d'agglomération pour le budget participatif, les discussions les plus intenses ont porté sur la répartition des investissements entre les arrondissements et entre les quartiers. Elles n'ont pas tourné autour de la définition d'une politique générale qui se déclinerait ensuite dans les différents secteurs territoriaux. Cette incapacité est bien structurelle car elle découle de la manière dont a été conçu le processus participatif. Elle est également voulue par le pouvoir municipal car ce dernier n'a jamais accepté de donner les moyens aux habitants de définir collectivement non plus des listes d'équipements à réaliser mais une politique à mener.

La question suivante est alors de savoir si les choses ont pu en rester là et en l'occurrence, si Porto Alegre n'a plus de politique d'aménagement à moyen et long terme depuis la mise en place du processus participatif. La réponse est de nouveau non. L'exécutif de la mairie, formé de militants politiques ayant en commun une idéologie et un parti, avait évidemment une vision de ce que devait être l'aménagement de la ville. Et il imposa systématiquement sa volonté en la matière face à des conseils participatifs structurellement incapables et pour cause de concevoir une politique d'aménagement alternative.

Les forums territoriaux ayant tendance à difficilement accepter les oukases municipaux, les règles du jeu furent alors tout simplement changées toujours bien sûr par le conseil municipal. Certains des pouvoirs qui leur avaient été octroyés leur furent retirés explicitement ou implicitement. L'élaboration et le vote du budget de fonctionnement retournèrent à la municipalité. Celui du budget d'investissement leur est officiellement resté, mais on assista malgré tout à une re-centralisation de fait des décisions. Les forums participatifs ont eu

tendance ainsi à n'être plus que des instances de conseil consultatif sans véritable pouvoir décisionnel. Les choses au moins sont devenues plus claires quant à la nature réelle de ce dispositif. Émanant du pouvoir politique, ici de la municipalité mais ailleurs cela pourrait être de l'État, la *démocratie participative* lui reste toujours soumise. En cas de désaccord, le maître a tôt fait de se rappeler au bon souvenir de son esclave et de lui faire sentir qui commande en dernière analyse. Nouvelle différence et de taille d'avec la *démocratie directe* qui se prend et ne se quémande pas, qui procède de la société et non d'un pouvoir, d'un État ou d'une municipalité.

Comme le souligne Rebecca Abers, qui a longuement étudié la réalité du budget participatif à Porto Alegre, le PT n'a en réalité strictement jamais envisagé de réduire et encore moins de supprimer le pouvoir municipal pour lui substituer une quelconque forme d'autogestion. Il s'est toujours agi, et seulement agi, de faire participer la population ou du moins certains secteurs organisés de cette population au fonctionnement de la municipalité. Plus des trois quarts des personnes qui ont assisté à l'un des forums étaient en effet membres d'une association, d'un syndicat et/ou d'un parti quelconque. Et plus on monte dans la hiérarchie du processus participatif et plus la proportion de personnes représentant explicitement ou implicitement des associations et autres groupements est importante.

Une proposition volontariste et ambiguë

De fait, le processus participatif au Brésil n'est pas substantiellement différent de ce qu'avait voulu faire De Gaulle (eh, oui !) en France, il y a quelques décennies, avec les *Comités économiques et sociaux* où siègent quelques personnalités et surtout les structures dites représentatives de la société et du monde économique : syndicats, chambres consulaires, etc. Il n'est pas non plus fondamentalement différent du système pétainiste et de ses corporations ou encore de ce qu'avait pu préconiser Maurras.

La *démocratie participative* : une proposition d'extrême droite ? Non, dire cela serait mentir. Mais il s'agit bien d'une proposition qui peut

être reprise et est reprise de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par le centre, car elle participe non pas d'un clivage de classes ou d'une position par rapport aux inégalités sociales mais d'une vision qui traverse la droite et la gauche quant au rôle de l'État et son rapport avec la société.

Il s'agit d'une démarche visant à intégrer dans le fonctionnement de l'État mais à titre consultatif des grands corps constitués, censés encadrer la société civile. Cette intégration ne vise aucunement à dissoudre le pouvoir central, mais bien au contraire à le renforcer davantage encore, à lui donner une assise encore plus forte que celle que peut lui octroyer le suffrage universel, d'autant plus lorsque les taux d'abstention atteignent un niveau record.

Et c'est justement dans ce contexte et dans cette perspective que doivent bien être compris les différents appels à une démocratie plus participative que l'on entend ici ou là, au Brésil comme en France, à gauche comme à droite. La montée de l'abstention, son ampleur et davantage encore sa constance pose manifestement problèmes à certains. Il devient en effet de plus en plus difficile de continuer à assimiler l'abstention à une simple indifférence aux problèmes politiques ou encore d'empêchement ponctuel à se rendre à l'isoloir. Ni pêcheurs à la ligne, ni malades du dimanche, médias et politiciens sont forcés de reconnaître - souvent à contre cœur - que la montée de l'abstention correspond à une évolution beaucoup plus profonde, qu'elle révèle une défiance croissante des populations à l'encontre des élus et plus globalement du système électoral, qu'elle indique de fait non pas un divorce - pas encore - mais une césure sérieuse entre État et société.

Certains, à l'instar des républicains et des démocrates aux États-Unis, semblent fort bien s'accommoder de cette situation. Toutefois, il en est d'autres pour qui les choses ne peuvent pas rester en l'état, ni encore moins s'accentuer. Ce n'est pas que l'abstention fragilise en tant que tel le pouvoir de l'État, mais ce phénomène porte atteinte à sa légitimité et fait graduellement voler en éclat le vieux mythe de l'État-Nation. Pour les tenants de ce dernier, également partisans d'un État fort mais populaire, jacobin, bonapartiste, nationalistes maurassiens,

pétainistes, chevènementistes, communistes, trotskistes et écologistes de gouvernement, l'abstention est vécue et perçue comme un danger mortel et la *démocratie participative* comme une solution possible pour réconcilier le peuple et ses élites.

Démocratie participative. Une proposition manifestement faite pour séduire, mais qui ne risque sûrement pas ni de régler les problèmes socio-économiques actuels, ni de répondre aux justes aspirations de ceux et celles qui se battent pour un monde plus libre, plus juste et plus équitable, ni encore moins d'être un premier pas vers la démocratie directe. C'est même tout le contraire.

Pour les autogestionnaires et les libertaires, la vie est ailleurs avec ceux et celles qui subissent de plein fouet la misère et l'oppression aux quatre coins du monde, avec ceux et celles qui en appellent à un autre futur de Seattle aux manifestations contre Allègre et son école du fric, avec ceux et celles qui rêvent sans doute mais qui bâtissent aussi jour après jour un autre présent à Tivaouane (AUPEJ au Sénégal) à Oléron (l'école libertaire *Bonaventure*), avec ceux et celles qui font, qui luttent, qui vivent au lieu de prier le ciel ou le parti pour que leur maître d'un jour soit plus compréhensible et gentil que celui de la veille.

Paul Boino
Fédération Anarchiste Francophone

POLÉMIQUE

Leur écologie
n'est pas la nôtre !

La dérive "gestionnaire" actuelle des écologistes dans les différents gouvernements "pluriels" européens

nous incite à ressortir ce texte d'André Gorz écrit en 1974 pour le magazine *Le Sauvage*, où déjà tout, ou presque, était dit ! **AL**

Leur écologie n'est pas la nôtre !

L'écologie, c'est comme le suffrage universel et le repos du dimanche dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement rien ne change.

La prise en compte des exigences écologiques conserve beaucoup d'adversaires dans le patronat. Mais elle a déjà assez de partisans patronaux et capitalistes pour que son acceptation par les puissances d'argent devienne une probabilité sérieuse.

Alors mieux vaut, dès à présent, ne pas jouer à cache-cache : *la lutte écologique n'est pas une fin en soi, c'est une étape*. Elle peut créer des difficultés au capitalisme et l'obliger à changer ; mais quand, après avoir longtemps résisté par la force et la ruse, il cédera finalement parce que l'impasse écologique sera devenue inéluctable, il intégrera cette contrainte comme il a intégré toutes les autres.

C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, *par là même*, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution ?

Ne répondez surtout pas que cette question est secondaire et que l'important, c'est de ne pas saloper la planète au point qu'elle devienne inhabitable. Car la survie non plus n'est pas une fin en soi : vaut-il la

peine de survivre dans *un monde transformé en hôpital planétaire, en école planétaire, en prison planétaire et où la tâche principale des ingénieurs de l'âme sera de fabriquer des hommes adaptés à cette condition* (Illich) ?

Si vous doutez encore que c'est bien ce monde que les technocrates de l'ordre établi nous préparent, lisez le dossier sur les nouvelles techniques de "lavage de cerveau" en Allemagne et aux USA (*Les Temps modernes* de mars 1974) : à la suite de psychiatres et de psychochirurgiens américains, des chercheurs attachés à la clinique psychiatrique de l'université de Hambourg explorent, sous la direction des professeurs Gross et Svab, des méthodes propres à amputer les individus de cette agressivité qui les empêche de supporter tranquillement les frustrations les plus totales : celles que leur imposent le régime pénitentiaire, mais aussi le travail à la chaîne, l'entassement dans des cités surpeuplées, l'école, le bureau, l'armée.

Il vaut mieux tenter de définir, dès le départ, *pour* quoi on lutte et pas seulement *contre* quoi. Et il vaut mieux essayer de prévoir comment le capitalisme sera affecté et changé par les contraintes écologiques, que de croire que celles-ci provoqueront sa disparition, sans plus.

Mais d'abord, qu'est-ce, en termes économiques, qu'une contrainte écologique ?

Prenez par exemple les gigantesques complexes chimiques de la vallée du Rhin, à Ludwigshafen (BASF), à Leverkusen (Bayer) ou Rotterdam (Akzo). Chaque complexe combine les facteurs suivants :

! des ressources naturelles (air, eau, minéraux) qui passaient jusqu'ici pour gratuites parce qu'elles n'avaient pas à être *reproduites* (remplacées) ;

! des moyens de production (machines, bâtiments) qui sont du capital immobilisé, qui s'usent et dont il faut donc assurer le remplacement (la reproduction), de préférence, par des moyens plus puissants et plus efficaces, donnant à la firme un avantage sur ses concurrents ;

! de la force de travail humaine qui, elle aussi, demande à être reproduite (il faut nourrir, soigner, loger, éduquer les travailleurs).

En économie capitaliste, la combinaison de ces facteurs, au sein du processus de production, a pour but dominant **le maximum de profit possible** (ce qui, pour une firme soucieuse de son avenir, signifie aussi : le maximum de puissance, donc d'investissements, de présence sur le marché mondial). La recherche de ce but retentit profondément sur la *façon* dont les différents facteurs sont combinés et sur l'importance relative qui est donnée à chacun d'eux.

La firme, par exemple, ne se demande jamais comment faire pour que le travail soit le plus plaisant, pour que l'usine ménage au mieux les équilibres naturels et l'espace de vie des gens, pour que ses produits servent les fins que se donnent les communautés humaines. Elle se demande seulement comment faire pour produire le maximum de valeurs marchandes au moindre coût monétaire. Et à cette dernière question elle répond : *Il me faut privilégier le fonctionnement parfait des machines, qui sont rares et chères, par rapport à la santé physique et psychique des travailleurs qui sont rapidement remplaçables pour pas cher. Il me faut privilégier les bas coûts de revient par rapport aux équilibres écologiques dont la destruction ne sera pas à ma charge. Il me faut produire ce qui peut se vendre cher, même si des choses moins coûteuses pourraient être plus utiles*

Tout porte l'empreinte de ces exigences capitalistes : la nature des produits, la technologie de production, les conditions de travail, la structure et la dimension des entreprises...

Mais voici que, dans la vallée du Rhin notamment, l'entassement humain, la pollution de l'air et de l'eau ont atteint un degré tel que l'industrie chimique, pour continuer de croître ou même seulement de fonctionner, se voit obligée de filtrer ses fumées et ses effluents, c'est-à-dire de *reproduire* des conditions et des ressources qui, jusqu'ici, passaient pour "naturelles" et gratuites. Cette nécessité de reproduire l'environnement va avoir des incidences évidentes : il faut investir dans la dépollution, donc accroître la masse des capitaux immobilisés : il faut ensuite assurer l'amortissement (la reproduction) des installations

d'épuration : et le produit de celles-ci (la propreté relative de l'air et de l'eau) ne peut être vendu avec profit.

En somme, il y a augmentation simultanée du poids du capital investi (de la "composition organique"), du coût de reproduction de celui-ci et des coûts de production, sans augmentation correspondante des ventes. Par conséquent, de deux choses l'une : ou bien le taux de profit baisse, ou bien le prix des produits augmente.

La firme cherchera évidemment à relever ses prix de vente. Mais elle ne s'en tirera pas aussi facilement : *toutes* les autres firmes polluantes (cimenteries, métallurgie, sidérurgie, etc.) chercheront, elles aussi, à faire payer leurs produits plus cher par le consommateur final. La prise en compte des exigences écologiques aura finalement cette conséquence : les prix tendront à augmenter plus vite que les salaires réels, le pouvoir d'achat populaire sera donc comprimé et tout se passera comme si le coût de la dépollution était prélevé sur les ressources dont disposent les gens pour acheter des marchandises. La production de celles-ci tendra donc à stagner ou à baisser ; les tendances à la récession ou à la crise s'en trouveront aggravées. Et ce recul de la croissance et de la production qui, dans un autre système, aurait pu être un bien (moins de voitures, moins de bruit, plus d'air, des journées de travail plus courtes, etc.), aura des effets entièrement négatifs : les productions polluantes deviendront des biens de luxe, inaccessibles à la masse, sans cesser d'être à la portée des privilégiés : les inégalités se creuseront : les pauvres deviendront relativement plus pauvres et les riches plus riches.

La prise en compte des coûts écologiques aura, en somme, les mêmes effets sociaux et économiques que la crise pétrolière. Et le capitalisme, loin de succomber à la crise, la gèrera comme il l'a toujours fait : des groupes financiers bien placés profiteront des difficultés de groupes rivaux pour les absorber à bas prix et étendre leur mainmise sur l'économie. Le pouvoir central renforcera son contrôle sur la société : des technocrates calculeront des normes "optimales" de dépollution et de production, édicteront des réglementations, étendront les domaines de "vie programmée" et le champ d'activité des appareils de répression.

On détournera la colère populaire, par des mythes compensateurs, contre des boucs émissaires commodes (les minorités ethniques ou raciales, par exemple, les "chevelus", les jeunes...) et l'État n'assoira plus son pouvoir que sur la puissance de ses appareils : bureaucratie, police, armée, milices rempliront le vide laissé par le discrédit de la politique de parti et la disparition des partis politiques. Il suffit de regarder autour de soi pour percevoir, en France et ailleurs, les signes d'une semblable dégénérescence.

Direz-vous que rien de tout cela n'est inévitable ? Sans doute. Mais c'est bien ainsi que les choses risquent de se passer si le capitalisme est contraint de prendre en compte les coûts écologiques *sans qu'une attaque politique*, lancée à tous les niveaux, lui arrache la maîtrise des opérations et lui oppose un tout autre projet de société et de civilisation. Car les partisans de la croissance ont raison sur un point au moins : *dans le cadre* de l'actuelle société et de l'actuel modèle de consommation, fondés sur l'inégalité, le privilège et la recherche du profit, la non-croissance ou la croissance négative peuvent seulement signifier stagnation, chômage, accroissement de l'écart qui sépare riches et pauvres. Dans le cadre de l'actuel mode de production, il n'est pas possible de limiter ou de bloquer la croissance tout en répartissant plus équitablement les biens disponibles.

En effet, c'est la nature même de ces biens qui interdit le plus souvent leur répartition équitable : comment voulez-vous répartir "équitablement" les voyages en Concorde, les Citroën DS ou SM, les appartements au sommet des immeubles-tours avec piscine, les mille produits nouveaux, *rares par définition*, que l'industrie lance chaque année pour dévaloriser les modèles anciens et reproduire l'inégalité et la hiérarchie sociales ? Et comment répartir "équitablement" les titres universitaires, les postes de contremaître, d'ingénieur en chef ou de titulaire de chaire.

Comment ne pas voir que le ressort principal de la croissance réside dans cette fuite en avant généralisée que stimule une inégalité délibérément entretenue : dans ce que Ivan Illich appelle *la modernisation de la pauvreté* ? Dès que la masse peut espérer accéder à

ce qui était jusque-là un privilège de l'élite, ce privilège (le bac, la voiture, le téléviseur) est dévalorisé par là même, le seuil de la pauvreté est haussé d'un cran, de nouveaux privilèges sont créés dont la masse est exclue. Recréant sans cesse la rareté pour recréer l'inégalité et la hiérarchie, la société engendre plus de besoins insatisfaits qu'elle n'en comble, le taux de croissance de la frustration excède largement celui de la production (Illich).

Tant qu'on raisonnera dans les limites de cette civilisation inégalitaire, la croissance apparaîtra à la masse des gens comme la promesse - *pourtant entièrement illusoire* - qu'ils cesseront un jour d'être "sous-privilégiés", et la non-croissance comme leur condamnation à la médiocrité sans espoir. Aussi n'est ce pas tant à la croissance qu'il faut s'attaquer qu'à la mystification qu'elle entretient, à la dynamique des besoins croissants et toujours frustrés sur laquelle elle repose, à la compétition qu'elle organise en incitant les individus à vouloir, chacun, se hisser "au-dessus" des autres. La devise de cette société pourrait être : *Ce qui est bon pour tous ne vaut rien. Tu ne seras respectable que si tu as "mieux" que les autres*

Or c'est l'inverse qu'il faut affirmer pour rompre avec l'idéologie de la croissance : Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne. Nous pouvons être plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvres.

Essayer d'imaginer une société fondée sur ces critères. La production de tissus pratiquement inusables, de chaussures durant des années, de machines faciles à réparer et capables de fonctionner un siècle, tout cela est, dès à présent, à la portée de la technique et de la science de même que la multiplication d'installations et de services collectifs (de transport, de blanchissage, etc.) dispensant chacun de l'achat de machines coûteuses, fragiles et dévoreuses d'énergie.

Supposez dans chaque immeuble collectif deux ou trois salles de télévision (une par programme) ; une salle de jeux pour les enfants ; un atelier bien équipé de bricolage ; une buanderie avec aire de séchage et de repassage : aurez-vous encore besoin de tous vos équipements

individuels, et irez-vous encore vous embouteiller sur les routes s'il y a des transports collectifs commodes vers les lieux de détente, des parcs de bicyclettes et de cyclomoteurs sur place, un réseau dense de transports en commun pour les banlieues et les villes ?

Imaginez encore que la grande industrie, planifiée centralement, se borne à ne produire que le nécessaire : quatre ou cinq modèles de chaussures et de vêtements qui durent, trois modèles de voitures robustes et transformables, plus tout ce qu'il faut pour les équipements et services collectifs. C'est impossible en économie de marché ? Oui. Ce serait le chômage massif ? Non : la semaine de vingt heures, à condition de changer le système. Ce serait l'uniformité et la grisaille ? Non, car imaginez encore ceci : chaque quartier, chaque commune dispose d'ateliers, ouverts jour et nuit, équipés de gammes aussi complètes que possible d'outils et de machines, où les habitants, individuellement, collectivement ou en groupes, produiront *pour eux-mêmes, hors marché*, le superflu, selon leurs goûts et désirs. Comme ils ne travailleront que vingt heures par semaine (et peut-être moins) à produire le nécessaire, les adultes auront tout le temps d'apprendre ce que les enfants apprendront de leur côté dès l'école primaire : travail des tissus, du cuir, du bois, de la pierre, des métaux ; électricité, mécanique, céramique, agriculture...

C'est une utopie ? Ce peut être un programme. Car cette "utopie" correspond à la forme la plus avancée, et non la plus fruste, du socialisme : à une société sans bureaucratie, où le marché dépérit, où il y en a assez pour tous et où les gens sont individuellement et collectivement libres de façonner leur vie, de choisir ce qu'ils veulent faire et avoir en plus du nécessaire : une société où *le libre développement de tous serait à la fois le but et la condition du libre développement de chacun*. Marx dixit.

André Gorz

Le Sauvage, avril 1974

PORTRAIT

Michel Bakounine

Comme vous le savez, les anarchistes ne sont pas idolâtres. Ils et elles n'ont *ni dieu, ni maître*, vivent sans entraves l'amour libre loin des prisons matrimoniales et se refusent catégoriquement à appeler leurs enfants, filles ou garçons, *Buenaventura, Emma, Louise, Rosa* ou *Pierre-Joseph*. Quand ils ou elles s'entichent d'un animal, ils ou elles l'appellent *Le Chat, Le Chien* et non *Goldman, Durrutti* ou encore *Kropotkine* !

Ceci étant dit, célébrons sans chichi, le 185ème (ou 186ème ?) anniversaire de la naissance de Mikhaïl Alexandrovitch Bakounine, né au fin fonds de la tsariste Russie, à Premoukhino, le 30 mai 1814.

Ses parents font partie de la *petite noblesse* russe, plutôt ouverte d'esprit et libérale dans ces temps où c'était fort rare. À 14 ans, comme beaucoup de jeunes nobles, Michel Bakounine est envoyé à l'école d'artillerie de Saint-Pétersbourg pour y apprendre le métier des armes. Mais le lascar n'a guère de goût pour l'uniforme et la discipline. Au bout de quelques années, le voilà qui prend le chemin de l'Université de Moscou pour s'y goinfrer de philosophie, et notamment celle de l'Allemand Hegel.

À 26 ans, il fait ses valises et se rend à Berlin dont l'Université est fort réputée. Lentement, il commence à faire son éducation politique, fréquente les milieux démocrates et anti-tsaristes. Du coup, sentant que la police politique s'intéresse d'un peu trop près à son cas, il quitte l'Allemagne pour la Suisse, la Belgique puis, la France. C'est là qu'il fait la connaissance de Marx, Engels et Proudhon, des milieux exilés allemands et polonais. À la demande de ces derniers, il se fait même orateur et déclame déjà suffisamment fort pour que l'État français sous la pression tsariste ne l'exile outre-Quévrin.

Nous sommes en 1848. À Paris, la révolte gronde. Bakounine quitte sans attendre Bruxelles. On le voit sur les barricades, participer à un journal intitulé *La Réforme* dans lequel il déclare que *la révolution périra si la royauté ne disparaît pas complètement de la surface de l'Europe*. Dans la foulée, il se rend à Prague pour participer au congrès des slaves autrichiens, congrès qui d'ailleurs se termine en émeute, puis à Dresde où, la encore, la colère est dans la rue. Arrêté, fait prisonnier il est condamné en 1850 à la peine de mort. Finalement, la Saxe décide de se débarrasser de l'encombrant en le livrant aux terribles geôles tsaristes. Nous sommes en mai 1851.

Enfermé dans la forteresse Pierre-et-Paul de Saint-Pétersbourg puis déporté au fin fond de la Sibérie, il restera prisonnier du Tsar 10 ans. En 1861, il parvient à s'échapper de la terrible Sibérie par le Japon, puis les États-Unis.

De retour en Europe, il reprend contact avec tous ceux qu'il a connus en 1848. Installé en Italie, le Bakounine presque quinquagénaire a radicalisé son discours. Il est devenu anti-autoritaire. Le voilà qui fonde une société secrète, *La Fraternité internationale*. Ses premiers textes anarchistes naissent à cette époque : il y a le *Catéchisme révolutionnaire*, puis *Fédéralisme*, *socialisme*, *antithéologisme*.

Dans la foulée, il crée l'*Alliance internationale de la démocratie socialiste* pour laquelle il obtient, en 1868, l'adhésion à l'*Association Internationale des Travailleurs*, dont le leader charismatique et redoutable a pour nom Karl Marx.

Au sein de cette *Première Internationale*, Bakounine et Marx vont s'affronter très durement. Querelle de personnalités trop fortes ? En partie, sûrement. Mais beaucoup de choses opposent les deux hommes. Pour Bakounine, Marx est un autoritaire de la tête au pied. Voici ce qu'il écrit à propos de Marx : *Marx a toujours été sincèrement, entièrement dévoué à la cause de l'émancipation du prolétariat, cause à laquelle il a rendu d'incontestables services, qu'il n'a jamais trahie sciemment, mais qu'il compromet immensément aujourd'hui par sa vanité formidable, par son caractère haineux, malveillant et par sa tendance à la dictature au sein même du parti des révolutionnaires socialistes.*

En 1871 éclate la *Commune de Paris*. Tandis que Marx dédaigne l'action des communards, considérant que seul le mouvement ouvrier allemand est réellement mûr pour faire la révolution, Bakounine se jette dans le combat à Paris et à Lyon où une éphémère *Commune* voit le jour avant d'être sauvagement réprimée. De nouveau, il est contraint à prendre la fuite et trouve refuge dans le Jura suisse auprès de son ami James Guillaume. Là-bas au sein de la communauté des horlogers libertaires, il reprend le combat au sein de l'AIT. Son discours anti-étatisme et anti-parlementaire fait des émules en Italie, en Espagne, en Belgique. Cela déplait inévitablement à Marx et Engels. Dès l'année suivante, à la Haye, le congrès de l'AIT met une dernière fois aux prises anarchistes et marxistes. Les seconds l'emportent ; les anarchistes sont exclus, l'AIT déménage sous la pression de Marx aux États-Unis où elle va s'éteindre inévitablement.

Bakounine, vieilli, usé par tant de luttes et d'années de cachot, désabusé, se retire lentement de la vie politique. Le 1er juillet 1876, il s'éteint à Berne, en Suisse. Un jour, c'est sûr, j'irai m'y recueillir, mais sans idolâtrie aucune...

Si je vous parle aujourd'hui de la vie sulfureuse et faramineuse du camarade Bakounine, cela ne tient évidemment pas au seul fait que le lascar a vu le jour le 30 mai 1814. Non ! Si je vous en parle ce soir, c'est parce que les éditions Calmann-Lévy ont eu le bon goût et l'intelligence de rééditer la biographie qu'a consacrée Madeleine Grawitz au révolutionnaire russe. En plus de 600 pages, cette agrégée de droit public nous fait voyager dans les pas du géant russe, nous parle de sa vie et de ses combats. Publié pour la première fois chez Plon en 1990, ce livre est donc de nouveau disponible dans toutes les bonnes librairies. Seul regret, évidemment, son prix.

Celles et ceux que la perspective de lire un tel pavé effraie, qui n'ont pas les moyens de le payer, ni le désir de le voler, peuvent toujours commander la brochure coéditée par les *Éditions du Monde Libertaire* de Paris et *Alternative Libertaire* de Bruxelles. Cette brochure au prix modique de 100 fb ou 20 ff rassemble deux textes très intéressants. Le premier a pour auteur Amédée Dunois, militant anarchiste qui s'est

rapproché ensuite des socialistes jauressiens, avant d'adhérer en 1920 au Parti communiste. Il s'agit d'une biographie courte mais globalement positive, publiée en 1909. Le second est de René Berthier. Berthier est un militant connu et respecté dans le milieu anarchiste et anarcho-syndicaliste. On lui doit, outre de nombreux articles, trois ouvrages de qualité ! *L'Occident et la guerre contre les arabes* aux Éd. L'Harmattan, ouvrage qui jette un regard critique sur la guerre du Golfe et le droit international ! *Ex-Yougoslavie - Ordre mondial et fascisme local*, coédité par les Éd. du ML-ACL-Réflexes ! et en 1991, un *Bakounine politique* passionnant aux Éd. du ML, notamment pour celles et ceux qui portent un intérêt à la question identitaire.

Dans cette petite brochure, Berthier revient sur les principales idées de Bakounine, sa critique du parlementarisme, du marxisme et de son État "populaire", du suffrage universel, etc... Si la Grande Faucheuse me laisse encore un peu en paix, il n'est pas dit qu'à la rentrée prochaine, je ne vous inflige pas un ou deux articles sur les idées de ce phénomène. Ne dites pas non, cela me fait plaisir.

Bref, cela se lit vite, bien et c'est riche d'enseignements. À ma connaissance, cette brochure appelée sobrement *Michel Bakounine* est toujours disponible à la vente. N'hésitez pas à la commander par correspondance !

Si vous fréquentez les bouquinistes, peut-être tomberez-vous un jour sur les livres suivants que j'ai lus et que donc je vous conseille - *Bakounine - La liberté*, un choix de textes publié par les Éd. Pauvert - *La pensée constructive de Bakounine*, ouvrage rédigé par l'anarchiste Gaston Leval et publié par les Éd. Spartacus - ou encore le *Bakounine - La vie d'un révolutionnaire* écrit par Kaminsky et réédité en 1971 par les Éd. Bélibaste.

Mais le mieux pour savoir ce qu'il y a de disponible concernant Bakounine, est encore de téléphoner à la librairie *Publico*, librairie parisienne de la *Fédération Anarchiste Francophone*. Le téléphone : **00.33.1.48.05.34.08**. Bonnes lectures estivales.

NOTRE HISTOIRE

Ham Day

Un libertaire belge.

Né le 30 mai 1902 à Houdeng-Goegnies en Hainaut, le premier acte contestataire de Marcel Dieu fut de se proclamer végétarien alors que son père était boucher. Chez le petit garçon prenait déjà corps cet esprit de contestation qui ne devait plus le quitter jusqu'à son dernier moment. Vinrent la Grande Guerre et l'occupation allemande de 1914-1918. Le jeune Marcel comprit bien vite l'inutilité, la bêtise et l'atrocité des guerres, ce qui le conduisit à un antimilitarisme actif qui, très vite, se mua en anarchisme. Ayant répudié la religion et refusant de croire en Dieu, il était fort embêté de se présenter sous son nom **Marcel Dieu**. Voilà pourquoi il prit un pseudonyme, les initiales de son nom, **MD**, qu'il écrivit **Hem Day**.

Premiers combats

Le mouvement anarchiste belge fut particulièrement actif durant la deuxième décennie de ce siècle ; outre une situation sociale explosive, la tragique affaire Sacco et Vanzetti mobilisait l'activité des libertaires. En 1927, sous l'impulsion d'Hem Day, le *Comité de Défense Internationale Anarchiste* (CDIA) rédigea une pétition en faveur des condamnés ; elle recueillit des milliers de signatures et une manifestation de masse fut organisée. Peu après Hem Day entreprenait une nouvelle campagne, cette fois en faveur d'Ascasso, Durutti et Jover, réfugiés en Belgique, menacés d'extradition, ce qui les eût livrés aux bourreaux de Primo de Rivera.

Le procès Léo Champion & Hem Day

C'est principalement à partir de 1928 que Hem Day commença sa lutte pacifiste radicale en prônant la résistance à la guerre et le refus d'obéissance. En 1933, une figure de proue du parti Libéral, M. Devèze, ministre de la Défense Nationale, déposa un projet de loi interdisant toute propagande pacifiste et toute diffusion d'idées antimilitaristes. Sans attendre, Hem Day renvoya son livret militaire en compagnie de son ami Léo Champion, secrétaire de la section belge des *Résistants à la Guerre*. La réponse ne tarda guère, un mois après, M. Devèze rappelait les deux hommes sous les armes par *mesure de discipline* ; ils devaient rejoindre leur unité. Malheureusement pour le ministre, nos chers amis avaient de la suite dans les idées. Ils refusèrent et furent arrêtés quelques jours plus tard. Un procès allait suivre...

Le grand jour arrivé, la foule s'écrasait dans l'enceinte du tribunal et les journalistes accourus de partout éprouvèrent grand-peine à trouver place. Personne n'attendait une condamnation, mais seulement une joute oratoire, les notes relatives au service militaire des prévenus étaient bonnes ; tout ce que l'on pouvait leur reprocher, était d'avoir refusé de répondre à un rappel imposé à titre de sanction. Hem Day y déclara entre autre : *Ce n'est pas en accusé, Messieurs, mais en accusateur que je me présente devant vous. En accusateur du gouvernement qui inscrit dans sa constitution le Pacte Briand-Kellog et qui renie sa signature (Y)* Nés dans un même pays, parlant la même langue, nous ne nous comprenons pas (Y) Vous êtes des guerriers, je suis pacifiste. Nous somme tous pacifistes, direz-vous. Mais la différence entre mon pacifisme et le vôtre, c'est que moi je suis en prison et vous sur ces sièges, pour me juger (Nda : le Pacte Briand-Kellog mettait la guerre hors-la-loi. Les pays signataires s'engageaient à ne pas y recourir quelles que fussent les circonstances).

Pareilles déclarations révèlent d'emblée l'atmosphère des débats. L'acquittement devenait impossible pour un tribunal militaire. Le Conseil de Guerre condamna Dieu à deux ans de prison et Champion à dix-huit mois. La différence entre les peines provint de ce que le casier

judiciaires de Campion était vierge de condamnations, alors que Hem Day en comptait plusieurs : avoir publié une affiche sans nom d'éditeur, avoir giflé un agent de police, outragé des gendarmes et refusé de satisfaire à ses devoirs d'électeur.

L'affaire risquait de tourner au cercle vicieux puisque, une fois leur peine terminée, les condamnés allaient être rappelés et refuseraient inmanquablement à nouveau de se soumettre à cette injonction et seraient à nouveau condamnés... De nouvelles protestations s'élevèrent et le recours contre le jugement obtint une réduction des emprisonnements prévus pour chacun des condamnés.

Malheureusement pour la justice militaire, ces derniers décidèrent de frapper un grand coup et firent la grève de la faim.

L'opinion publique, craignant que la plaisanterie ne tournât au tragique, exigea une libération immédiate. La pression exercée fut si forte que le sort du gouvernement s'en trouva menacé. Autorités et ministre ne surent comment se tirer du guêpier où les avait fourrés leur esprit de discipline. Une formule pour le moins saugrenue tenta de sauver la face : ils furent renvoyés de l'armée car *indigne de figurer plus longtemps dans les rangs de l'armée, pour cause d'indignité de continuer à faire partie de l'armée*. Ils furent donc chassés de l'armée pour cause d'indignité après avoir été condamnés pour ne pas vouloir y rester ! Cette affaire aux nombreux côtés humoristiques aboutit donc à la libération des deux pacifistes et conduisit également à l'abandon du projet Devèze.

La guerre d'Espagne

Hem Day, quoique refusant de participer à toute guerre entre nations ne rejetait alors pas la guerre civile révolutionnaire sur le plan du principe. Ayant toujours eu le courage de ses idées, il part en 1937 pour l'Espagne afin de participer à la révolution so-ciale. Il ne tarda pas à constater que du fait de l'intervention étrangère - fait inévitable comme l'ont montré de nombreux exemples du passé - la guerre civile dégénéra en une véritable guerre internationale avec toutes les conséquences atroces qui l'accompagnent. Instruit par cette terrible

leçon des choses, il revint assez convaincu de l'inutilité de la violence dans la révolution et opta résolument pour la non-violence. Lors d'une conférence, il s'exprime en ces termes : *Entreprendre une révolution (Y) au moyen de la violence extrême, apparaît aujourd'hui comme affreusement absurde. Tout autant que la guerre. La dépendance entre les États (Y) ainsi que la monstrueuse efficacité des instruments de destruction, rendent catastrophique le recours à la violence extrême collective. Non seulement cette dernière supplicie le peuple qui s'y livre mais aussi menace la paix des autres peuples (Y) Il nous semble donc nécessaire, non tant point de la condamner, mais d'en montrer les risques trop gros, la folie, et de conseiller une autre méthode de lutte pour supprimer le capitalisme ou abattre le fascisme. Méthode de lutte collective pour ainsi dire basée uniquement sur la non-coopération la plus intégrale possible (1).*

Lors de son retour d'Espagne, Hem Day donna des conférences contre le danger du nazisme, ce qui lui valut d'être expulsé de France ! Pendant la deuxième guerre mondiale, il donne asile à tous ceux qui restent hommes au travers de cette grande lâcheté qu'est la guerre.

Pensée et Action

Il est impossible de parler d'Hem Day sans parler de la revue *Pensée et Action* dont il fut l'animateur inégalable. Il se fit dès 1929 écrivain et éditeur, *Vie et Action* était une de ses tribunes qui devint plus tard *Pensée et Action*. Tout d'abord, journal à la parution irrégulière avant la deuxième guerre mondiale, au moment de la guerre d'Espagne, *Pensée et Action* devint une revue qui reparut clandestinement après la guerre puisque l'occupation nazie avait servi à quelque chose : à supprimer la liberté de la presse. Après la Libération, il fallait demander des autorisations en règle pour avoir du papier et le droit d'imprimer toute revue. Mais Hem Day s'est passé de toutes les autorisations, a publié sa revue et personne n'a osé l'inquiéter. La revue s'est ensuite transformée en *Cahiers* dont on peut encore trouver quelques exemplaires dans certaines bouquinerie.

Mais si sa revue était sa tribune, sa librairie, *Aux Joies de l'Esprit*, était son bureau, un lieu ouvert à tous dans une semi-clandestinité, dans une résistance organisée bien avant que les militaires n'inventent la leur. Cet autre aspect de son travail, beaucoup plus terre à terre que ses nombreux écrits et conférences, était tout aussi important, voire davantage. Son ami Léo Champion nous le relate : *C'est qu'Hem Day savait joindre la pensée et l'action, lui qui fut de tous les combats où l'homme et la liberté de l'homme étaient en jeu, lui qui à longueur d'existence accueillit des proscrits, les hébergea, leur donna de l'argent sans leur demander d'où ils venaient, ni qui ils étaient. Seul lui importait qu'ils soient traqués* (2). Dans sa boutique, se rencontraient des compagnons de tous les pays du monde. Des antifascistes italiens des années 30, des exilés espagnols, des déserteurs français et allemands fuyant les prisons militaires en 39, des Juifs et des Allemands antinazis au plus fort de la répression, ainsi que, plus tard, des insoumis des guerres d'Indochine et d'Algérie.

C'est le 14 août 1969 que s'est éteint cet infatigable défenseur de la paix et de la liberté ; voici ce qu'il écrivait à la fin de sa vie : *Parfois, rentrant en moi-même, j'examine tout ce que je vis quotidiennement et je me mets à désespérer que jamais la paix ne régnera sur terre, dans ce monde aux folles aventures sans cesse renouvelées. Pourtant notre raison à nous c'est de lutter, c'est de crier notre révolte contre le destin qui essaye de nous entraîner vers la guerre, et si nous ne parvenons point demain à vaincre, nous resterons convaincus que cependant c'est nous qui sommes sur la bonne route, celle qui apporte en nous et autour de nous la paix du cœur et de l'esprit* (3).

Ces phrases résonnent toujours avec autant de force et de vérité aujourd'hui, alors que, pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, des forces européennes bombardent un autre pays européen...

Xavier Bekaert

(1) Congrès contre la guerre et le militarisme, Paris, 1-5 août 1937.

(2) Hommage à Hem Day, Bruxelles, 30 novembre 1969.

(3) Manuscrit (jamais publié à ma connaissance) du Fonds Jean Van Lierde, Mundaneum.

Bibliographie

- Compte-rendu complet de l'hommage du 30 novembre 1969 au Mundaneum de Bruxelles : *Hommage à Hem Day*, Éd. Pensée et Action, Paris-Bruxelles, 1970
- Jean De Meur, chapitre sur Hem Day dans : *L'anarchisme en Belgique*, Éd. Pierre De Meyère, 1970.
- Jean-Pierre Jacquinet, présentation de : *Anarchie et non-violence. Hem Day - Pierre Ramus.*, supplément au n°77 du Libertaire
- Compte-rendu, plaidoiries, articles, etc : *Autour d'un procès. Léo Campion - Hem Day*, Éd. Pensée et Action, Paris-Bruxelles, 1968.

Voir au centre de ce numéro la brochure *Anarchisme, violence, non-violence* de Xavier Bekaert !

MONDIALISATION

Prague en septembre !

Environ 20.000 banquiers, économistes et investisseurs du monde entier seront à Prague du **26 au 28 septembre 2000** pour participer à la 55ème réunion annuelle de la **Banque Mondiale (BM)** et au conseil des gouverneurs du **Fond Monétaire International (FMI)**. Cet événement prestigieux de l'élite économique mondiale, le premier en Europe centrale ou orientale, revêt une importance spéciale. Les délégués se

réuniront pour proposer un schéma de libéralisation totale de l'économie mondiale, qu'ils présentent comme le seul instrument pour résoudre les problèmes du monde. Nous ne sommes pas d'accord. Au contraire, nous considérons la mondialisation ainsi que les politiques de la BM et du FMI comme une cause majeure des problèmes actuels du monde et pas comme une chance pour la majeure partie de l'humanité qui vit dans la misère ou comme une opportunité pour réduire la crise environnementale mondiale. Ce sommet est un challenge pour ceux qui sont concernés par la destinée du monde actuel sur lequel le FMI et la BM ont exercé une influence néfaste depuis plus de 50 ans. À ce propos, nous vous rappelons que ce sommet va coûter plus de 935 millions de couronnes des deniers publics qui manquent désespérément pour les programmes sociaux, la santé publique, l'éducation, la protection environnementale, etc. Ces deux institutions jouent un rôle crucial dans le processus de mondialisation, qui implique une diminution de l'influence des collectivités humaines sur la circulation du capital transnational. Avec leurs politiques, le FMI ainsi que la BM et ses groupes ouvrent l'économie des pays en voie de développement (dans lesquels ils rangent, au vu de son PNB, la République Tchèque) aux investisseurs étrangers et à leurs intérêts spéculatifs. Le FMI et la BM affirment ouvertement qu'ils ne sont guidés que par des critères économiques et soutiennent ainsi délibérément des régimes autoritaires ou dictatoriaux. Il ne faut pas s'étonner que ces institutions ne soient pas démocratiques - le droit de décision de chaque membre dépend du montant investi selon le principe *plus de dollars, plus de votes*. Avec le cadre de ce qu'ils appellent les *Programmes d'Ajustement Structurel*, le FMI et la BM déterminent les conditions strictes pour fournir des crédits aux pays en voie de développement, qui incluent la dérégulation, la libéralisation et la privatisation. Ces mesures renforcent la position du capital transnational mais aggrave la situation de la majeure partie de la population du monde en développement. La suppression des régulations sociales et environnementales (qui pourraient décourager les investisseurs) et les coupes dans les dépenses publiques entraînent l'inaccessibilité aux soins et à l'éducation, une augmentation nette du coût de la vie, une diminution du travail, le chômage, et une remise en cause des droits syndicaux. L'impact sur l'agriculture est particulièrement dramatique : les pays sont obligés de remplacer les

productions locales d'auto-subsistance par des monocultures d'exportation, ce qui entraîne des pénuries, voire même, dans certains pays, la famine. L'impact des activités de la BM et du FMI sur l'environnement est aussi tragique - les projets mégalomaniques de la BM aboutissent à la destruction des écosystèmes locaux, ainsi qu'au déplacement forcé de millions de personnes. L'objectif principal de ces programmes est de permettre l'entrée du capital spéculatif étranger qui ne contribue en rien à la création de richesse. Il utilise l'absence de régulations sociales et environnementales, prend le contrôle des marchés et détruit parfois des filières industrielles entières. Les recommandations du FMI et de la BM ne conduisent donc pas à la croissance économique promise. La seule chose qu'elles laissent derrière elles est une dette énorme, et pour éviter qu'elle n'augmente, les pays concernés doivent payer des sommes considérables en intérêts. Les arguments défendant l'influx des investissements étrangers sonnent aussi hypocrites que peu convaincants.

Aujourd'hui, environ 40.000 membres de l'oligarchie financière mondiale contrôle 80% du commerce mondial.

Les avoirs des 200 personnes les plus riches sont supérieurs au revenu total de 41% de la population mondiale. Plus de 250 millions d'enfants doivent travailler dans des conditions inhumaines pour survivre difficilement. Environ 17 millions d'enfants meurent chaque année de maladies facilement curable.

La condition désespérée du monde actuel n'est pas naturelle, c'est plutôt la conséquence logique du système dans lequel l'augmentation des profits des plus riches est la seule valeur respectée. Nous ne pensons pas que nous pouvons contrer ce développement uniquement au travers du lobbying dans des institutions telles que le FMI et la BM. Nous comptons plutôt sur des mouvements de base, composés de différents groupes tels que des syndicats, des chômeurs, des petits paysans ou des paysans sans terre, des initiatives écologiques, des organisations démocratiques politiques radicales, etc. Trouver une alternative au modèle social actuel est à nos yeux une nécessité urgente. Cependant nous ne pensons pas que la mondialisation peut être contrée par la

politique protectionniste de l'État-nation qui a déjà montré comment il se plie volontiers aux entreprises transnationales. Nous pensons que l'alternative est une société qui n'est pas basée sur le profit de quelques-uns mais sur les besoins réels de beaucoup, sur la base de la solidarité, de l'assistance mutuelle et du développement durable. Bien que nos vues sur les origines des sérieux problèmes du monde et leurs solutions diffèrent, nous estimons que le sommet de septembre du FMI et de la BM est un défi tellement crucial que nous avons formé une plate-forme commune *Initiative contre la Mondialisation de l'Economie - Prague 2000*. Ce n'est pas une nouvelle organisation avec un programme indépendant, mais un instrument démocratique de communication et de coordination entre différents groupes qui se préparent à réagir au sommet de la BM et du FMI. Ceci devrait contribuer à élargir la médiatisation autour des actions organisées par ces groupes. Ensemble, nous voulons organiser des protestations, des lectures publiques et des événements éducatifs et culturels.

L'événement principal devrait être un contre-sommet durant lequel nous pourrions discuter des aspects nocifs de l'économie mondiale ainsi que de la recherche d'alternatives. L'*Initiative contre la Mondialisation de l'Économie - Prague 2000* est ouverte à toute personnes ou groupes qui voudraient exprimer leur opinion à l'égard du sommet du FMI et de la BM. Nous proposons cette initiative comme plate-forme commune qui, tout en maintenant l'autonomie des groupes, pourra renforcer leur voix. Les sommets similaires des institutions de la mondialisation rencontrent une résistance grandissante du public.

Faisons que les voix de protestation retentissent aussi à Prague !

Faisons face à la mondialisation du capital par la mondialisation de la solidarité !

Le soutien ou l'approbation avec la position générale de l'*Initiative contre la mondialisation de l'économie - Prague 2000* peuvent être envoyés par e-mail à l'adresse prague2000_cz@hotmail.com.

Nous recevons volontiers aussi toute information, coopération et assistance que vous pouvez offrir.

Iniriative Prague 2000
Plus d'infos : <http://inpeg.ecn.cz>
